

SÉNAT DE BELGIQUE

**Le Sénat au cours
de la session de 2004-2005**

SOMMAIRE

I. Séance plénière.....	3
II. Commissions, comités d'avis et groupes de travail	
Commission des Affaires institutionnelles.....	6
Commission de la Justice.....	10
Commission des Relations extérieures et de la Défense.....	16
Commission des Finances et des Affaires économiques.....	27
Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives.....	34
Commission des Affaires sociales.....	38
Commission spéciale « Mondialisation »	48
Groupe de travail « Bioéthique »	50
Groupe de travail « Vieillesse de la population »	52
Groupe de travail « Espace »	54
Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	57
Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.....	58
Commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.....	60
Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques.....	62
III. Commission parlementaire de concertation.....	64
IV. Règlement.....	65
V. Assemblées internationales	
Conseil interparlementaire consultatif du Benelux.....	66
Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.....	67
Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.....	70
Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).....	71
Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires et européennes des parlements de l'Union européenne (COSAC).....	74
Union interparlementaire.....	75
Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM).....	78
Réunion parlementaire Europe-Asie (ASEP).....	78
VI. Relations internationales	
1. Visites officielles du Président du Sénat à l'étranger.....	79
2. Personnalités étrangères reçues par la Présidente du Sénat	80
3. Ambassadeurs étrangers reçus par la Présidente du Sénat	96
4. Visites officielles de délégations étrangères au Sénat	97
5. Divers	97
VII. Travaux ouverts aux citoyens	
1. La « Semaine européenne ».....	102
2. les « Journées citoyennes »	103
VIII Communication	
1. Relations avec les médias	105
2. Relations publiques	105

I. Séance plénière

a) Nombre de séances

Lors de la session ordinaire 2004-2005 (jusqu'au 15 juillet 2005 inclus), le Sénat a tenu **49** séances plénières, d'une durée totale de **204** heures.

b) Travail législatif

Ces travaux ont permis d'**adopter** :

- **3** projet de révision de la Constitution;
- **65** projets de loi (procédure bicamérale *classique*);
- **25** projets de loi (procédure d'évocation);
- **18** propositions de loi déposées par des sénateurs*);

(*)

- 1) Proposition de loi complétant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue d'assurer la publicité des données relatives à la criminalité dans les zones de police (de M. Vandenhove); n° 3-133
- 2) Proposition de loi portant réforme de l'accès des avocats à la Cour de cassation (de M. Coveliers); n° 3-308
- 3) Proposition de loi instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenu en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (de M. Dedecker); n° 3-386
- 4) Proposition de loi modifiant certaines dispositions en matière de travail d'étudiant (de M. Noreilde); n° 3-630
- 5) Proposition de loi modifiant les articles 648, 652, 655 et 656 du Code judiciaire, en vue d'organiser un dessaisissement simplifié du juge qui pendant plus de six mois néglige de juger la cause qu'il a prise en délibéré (de Mmes de T'Serclaes et Nyssens et de MM. Nimmegeers, Mahoux et Hugo Vandenberghe); n° 3-663
- 6) Proposition de loi complétant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie par des dispositions concernant le rôle du pharmacien et l'utilisation et la disponibilité des substances euthanasiantes (de Mme Van de Castele et de MM. Vankrunkelsven et Germeaux); n° 3-791
- 7) Proposition de loi visant à interdire le financement de la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel (de M. Mahoux); n° 3-834
- 8) Proposition de loi complétant le Code des sociétés par des dispositions relatives à la publicité des rémunérations des administrateurs et des dirigeants de sociétés cotées en bourse et de sociétés de droit public (de MM. Vankrunkelsven, Willems et Van Nieuwkerke et de Mme Kapompolé); n° 3-872
- 9) Proposition de loi modifiant l'article 394 du Code des impôts sur les revenus 1992 et l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en vue d'humaniser le recouvrement fiscal à l'égard des conjoints (de Mme Nyssens et de M. Brotcorne); n° 3-874
- 10) Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, la loi du 8 août 1997 sur les faillites et le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'assurer un traitement fiscal plus équitable aux créanciers dans le cadre d'un concordat judiciaire ou d'une faillite (de M. Steverlynck); n° 3-882
- 11) Proposition de loi abrogeant l'article 76, alinéa premier, et l'article 168, alinéa 6, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (de MM. Vankrunkelsven et Germeaux et de Mme Van de Castele); n° 3-984
- 12) Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, en ce qui concerne l'attention aux droits de l'enfant (de Mme de Bethune et consorts); n° 3-988
- 13) Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 10 décembre 2001 concernant le passage définitif à l'euro (de MM. Beke et Germeaux et de Mme De Roeck); n° 3-991
- 14) Proposition de loi modifiant les articles 131 et 133 du Code des impôts sur les revenus 1964 (de MM. Collas et Destexhe); n° 3-1026
- 15) Proposition de loi visant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 9, § 2, de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons in vitro (de Mmes De Roeck, Defraigne et Van de Castele et de M. Mahoux); n° 3-1123
- 16) Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de lutter contre l'organisation d'insolvabilité dans le cadre de cessions frauduleuses d'un ensemble de biens (de M. Brotcorne); n° 3-1126
- 17) Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (de Mme Lizin); n° 3-1144
- 18) Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des sous-munitions (de M. Mahoux); n°

- 7 propositions de révision de la Constitution;
- 10 propositions de résolution;
- 1 proposition de modification du Règlement.

Procédure d'évocation

La Chambre a transmis au Sénat 77 textes évocables. Pendant la session actuelle, le Sénat a fait 25 fois usage du droit d'évocation. Le texte a été amendé et renvoyé à la Chambre des représentants dans 8 cas.

Dans ces 8 cas :

- 6 cas où la Chambre des représentants a adopté entièrement le texte du Sénat;
- 1 cas où la Chambre a contre-amendé;
- 1 texte est encore pendant devant la Chambre des représentants.

c) Contrôle parlementaire

Au cours de la même session, le Sénat a entendu 594 demandes d'explications et 381 questions orales.

Par ailleurs, 1510 questions écrites ont été posées à ce jour.

d) Débats d'actualité

Le Sénat a également tenu des débats en séance plénière sur les thèmes suivants :

- la plainte introduite, par les curateurs de la Sabena, auprès du ministère public du canton de Zurich;
- les soins palliatifs;
- le rapport de synthèse de la commission du dialogue interculturel;
- l'aide de la Belgique aux régions sinistrées du Sud-Est asiatique;
- le suivi de la Conférence mondiale sur les femmes (Pékin + 10);
- les récents problèmes relatifs à B-H-V;
- la détention de mineurs dans les centres d'asile fermés;
- la circulation de jour avec les phares allumés;
- la famine au Niger.

e) Conflit d'intérêts

Conflit d'intérêts entre le Parlement flamand et la Chambre des représentants à propos du projet de loi instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions.

*

* *

II. Commissions, comités d'avis et groupes de travail

Les commissions du Sénat ont tenu au total **465** réunions d'une durée totale de **842** heures et 5 minutes.

Travaux des diverses commissions :

1. Affaires institutionnelles

Présidente : Mme Anne-Marie Lizin.

a. Législation

1. *Propositions de révision de la Constitution adoptées*

- Proposition de révision de l'article 22*bis* de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant la protection de droits supplémentaires de l'enfant (de Mme Nathalie de T' Serclaes); n° 3-265/1;
- Proposition de révision du titre IX de la Constitution, en vue d'abroger la disposition II (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1048/1;
- Proposition de révision du titre IX de la Constitution, en vue d'abroger la disposition IV (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1049/1;
- Proposition de révision du titre IX de la Constitution, en vue d'abroger la disposition V (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1050/1;
- Proposition de révision du titre IX de la Constitution, en vue d'abroger la disposition VI, §§ 1er, 2, 4 et 5 (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1051/1;
- Proposition de révision de l'article 142, alinéa 1er, de la Constitution (de Mme Anne-Marie Lizin et consorts); n° 3-1052/1;
- Proposition de modification de la terminologie de la Constitution (de Mme Anne-Marie Lizin et consorts); n° 3-1053/1.

2. *Projets de révision de la Constitution adoptés*

- Projet de texte portant révision du titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article nouveau relatif à l'abolition de la peine de mort; n° 3-601/1;
- Projet de révision de l'article 41, alinéas 2 et 5, deuxième phrase, de la Constitution; n° 3-700/1;
- Projet de texte portant modification de la terminologie de la Constitution (Application de l'article 198 de la Constitution) ; n° 3-925/1.

3. *Projets et propositions de révision de la Constitution en discussion*

- Révision de l'article 44, alinéa 1er, de la Constitution, en vue d'organiser la rentrée des Chambres le deuxième mardi de septembre; n° 3-415/1;
-

- Révision du titre IV de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à des juridictions internationales

Proposition de révision de la Constitution concernant l'insertion, au titre IV de la Constitution, d'un article 169bis nouveau sur la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux; n° 3-739/1.

4. Projets et propositions de loi en discussion

- Proposition de loi instituant une procédure d'évaluation législative (de M. Hugo Vandenberghe); n° 3-464/1;
- Projet de loi instaurant un Comité parlementaire chargé du suivi législatif; n° 3-648/1;
- Procédure d'évocation (date limite : 01/12/2005) : Projet de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la cour des comptes, aux médiateurs fédéraux, aux commissions de nomination pour le notariat et à la Commission de la protection de la vie privée; n° 3-1060/1;
- Proposition de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, aux médiateurs fédéraux et aux commissions de nomination pour le notariat (de MM. Jean-Marie Dedecker et Luc Willems); n° 3-319/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique des services de police et de renseignements; n° 3-1061/1;
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la dotation allouée au Conseil supérieur de la Justice; n° 3-1062/1;
- Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour; n° 3-1063/1;
- Proposition de loi spéciale modifiant l'article 123 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour (de MM. Jean-Marie Dedecker et Luc Willems); n° 3-322/1.

b. Débats – Auditions

- Révision de l'article 22bis de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant la protection de droits supplémentaires de l'enfant (de Mme Nathalie de T' Serclaes); n° 3-265/1 :
 - M. Sébastien Van Drooghenbroeck, professeur (Facultés Universitaires Saint-Louis);
 - M. Paul Lemmens, professeur (*K.U.Leuven*), et Mme Fiona Ang (*K.U.Leuven*);
 - Mme Marie-Thérèse Meulders-Klein, professeur émérite (UCL).

-

- Projet de loi instaurant un Comité parlementaire chargé du suivi législatif; n° 3-648/1.-
Proposition de loi instituant une procédure d'évaluation législative (de M. Hugo Vandenberghe); n° 3-464/1 :
 - M. Alex Arts, président de la Cour d'arbitrage;
 - M. Jean Spreutels, juge de la Cour d'arbitrage;
 - M. Marc Lahousse, premier président de la Cour de cassation;
 - M. Marc De Swaef, procureur général près la Cour de cassation;
 - M. Robert Andersen, président du Conseil d'État;
 - M. Philippe Bouvier, auditeur général du Conseil d'État;
 - du professeur W. Voermans (Université de Leiden);
 - de la professeur P. Popelier (UAntwerpen) (*Interuniversitair Centrum voor Wetgeving*);
 - de M. J. Van Nieuwenhove (K.U. Leuven) (*Interuniversitair Centrum voor Wetgeving*);
 - de la professeur F. Leurquin-De Visscher (UCL);
 - du professeur M. Van Damme (VUB);
 - de M. K. Van Aeken (UAntwerpen);
 - de M. N. Bernard (docteur en droit et assistant aux Facultés Universitaires Saint-Louis).
- a) *Procédure d'évocation* (date limite : 01/12/2005)
Projet de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la cour des comptes, aux médiateurs fédéraux, aux commissions de nomination pour le notariat et à la Commission de la protection de la vie privée; n° 3-1060/1;
- b) Proposition de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, aux médiateurs fédéraux et aux commissions de nomination pour le notariat (de MM. Jean-Marie Dedecker et Luc Willems); n° 3-319/1;
- c) Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique des services de police et de renseignements; n° 3-1061/1;
- d) Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la dotation allouée au Conseil supérieur de la Justice; n° 3-1062/1;
- e) Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour; n° 3-1063/1;
- f) Proposition de loi spéciale modifiant l'article 123 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour (de MM. Jean-Marie Dedecker et Luc Willems); n° 3-322/1 :
 - MM. Alex Arts et Michel Melchior, présidents de la Cour d'arbitrage;
 - MM. Jacques Hamaide et Marc Bertrand, respectivement coprésident et administrateur du Conseil supérieur de la Justice;
 - de M. Philippe Roland et Mme Christiane Machtens, respectivement président et directrice de cabinet du président, de la Cour des comptes.

c. Entretiens – Rencontres

- Rencontre de M. Georg PEHM, président du *Bundesrat* d'Autriche, et de M. Jürgen WEISS, vice-président de cette assemblée (07.06.05).

d. Voyages - visites

- Visite au Bundesrat et au Bundestag - Berlin (27.05.05)

e. Divers

- Conflit d'intérêts entre le Parlement flamand et la Chambre des représentants à propos du projet de loi instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions (Doc. Ch. 51-1444/1) ; n° 3-1036/1 ;
Avis rendu par la commission en vertu de l'article 32 § 1^{quater}, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

2. Justice

Président : M. Hugo Vandenberghe.

a. Législation

1. *Projets de loi adoptés*

- Projet de loi accordant aux journalistes le droit de taire leurs sources d'information; n° 3-670/1;
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la médiation; n° 3-781/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et l'article 211 du Code judiciaire; n° 3-877/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-966/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-967/1;
- Projet de loi insérant les articles 187bis, 187ter, 191bis, 191ter, 194bis et 194ter dans le Code judiciaire et modifiant les articles 259bis-9 et 259bis-10 du même Code; n° 3-976/1;
- Projet de loi modifiant l'article 45bis, § 2, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et l'article 205 du Code judiciaire; n° 3-1014/1;
- Projet de loi modifiant diverses dispositions légales en matière pénale et de procédure pénale en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire; n° 3-1064/1;
- Projet de loi modifiant les articles 53, § 6, et 54bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et insérant dans celle-ci un article 54ter et un article 66bis; n° 3-1074/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité; n° 3-1075/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité; n° 3-1076/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et certaines dispositions du Code d'instruction criminelle; n° 3-1100/1;
- Projet de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines; n° 3-1127/1;
- Projet de loi modifiant les articles 259bis, 314bis, 504quater, 550bis et 550ter du Code pénal; n° 3-1135/1;
- Projet de loi visant à compléter la protection pénale des mineurs; n° 3-1137/1;
- Projet de loi modifiant diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques des marchands de sommeil;

n° 3-1138/1;

- Projet de loi modifiant l'article 216ter du Code d'instruction criminelle en vue de réintroduire le travail d'intérêt général dans le cadre de la médiation pénale; n° 3-1162/1;
- Projet de loi instituant le système d'information Phénix; n° 3-1163/1;
- Projet de loi modifiant l'article 610 du Code judiciaire; n° 3-1164/1;
- Projet de loi introduisant des dispositions relatives à la médiation dans le Titre préliminaire du Code de Procédure pénale et dans le Code d'Instruction criminelle; n° 3-1184/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses relatives aux délais, à la requête contradictoire et à la procédure en règlement collectif de dette; n° 3-1207/1;
- Projet de loi modifiant les articles 81, 104, 569, 578, 579, 580, 583 et 1395 du Code judiciaire; n° 3-1210/1;
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des référendaires et juristes de parquet près les cours et les tribunaux de première instance, des greffiers et des secrétaires de parquet et modifiant les articles 259duodecies et 285bis du même Code; n° 3-1247/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1254/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire et autorisant temporairement la nomination de magistrats en surnombre, en ce qui concerne la cour d'appel de Gand; n° 3-1298/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1302/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe Central pour la Saisie et la Confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales; n° 3-1305/1 ;

2. *Propositions de loi adoptées*

- Proposition de loi portant réforme de l'accès des avocats à la Cour de cassation (de M. Hugo Coveliers); n° 3-308/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 648, 652, 655 et 656 du Code judiciaire, en vue d'organiser un dessaisissement simplifié du juge qui pendant plus de six mois néglige de juger la cause qu'il a prise en délibéré (de Mme Nathalie de T' Serclaes et consorts); n° 3-663/1;

3. *Projets et propositions de loi en discussion*

- Proposition de loi contenant le Code de procédure pénale (de M. Hugo Vandenberghe et consorts); n° 3-450/1;

- Proposition de loi modifiant l'article 22 du Code de la nationalité belge en vue d'instaurer le principe de la double nationalité pour les ressortissants belges qui acquièrent volontairement une nationalité étrangère (de M. Hugo Coveliers); n° 3-11/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 22 du Code de la nationalité belge en vue d'instaurer le principe de la double nationalité pour les ressortissants belges qui acquièrent volontairement une nationalité étrangère (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-42/1;
- Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation (de Mme Clotilde Nyssens et consorts); n° 3-97/1;
- Proposition de loi complétant le Code pénal d'un chapitre concernant l'homicide et les lésions corporelles occasionnés par les animaux de compagnie (de M. Francis Poty); n° 3-126/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 22 du Code de la nationalité belge (de Mme Sabine de Bethune); n° 3-146/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 22 du Code de la nationalité belge en vue d'instaurer le principe de la double nationalité pour les ressortissants belges qui acquièrent volontairement une nationalité étrangère (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-326/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (de M. Hugo Coveliers); nr. 3-371/1;
- Proposition de loi insérant un article 321bis dans le Code pénal en vue de la répression des mariages de complaisance (de Mme Mia De Schamphelaere et consorts); n° 3-382/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 23 du Code de la nationalité belge en vue de la répression des mariages de complaisance (de Mme Mia De Schamphelaere et consorts); n° 3-383/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des sociétés ainsi que l'article 1er de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-387/1;
- Proposition de loi visant à modifier l'article 22 du Code de la nationalité belge (de Mme Clotilde Nyssens et consorts); n° 3-461/1;
- Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en vue de le simplifier et d'instaurer une double nationalité pour les Belges qui acquièrent volontairement une nationalité étrangère (de Mme Christel Geerts et M. Ludwig Vandenhove); n° 3-469/1;
- Proposition de loi complétant l'article 559 du Code pénal (de M. Ludwig Vandenhove et M. Hugo Vandenberghe); n° 3-472/1;

- Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité ainsi que le Code pénal en vue d'ériger le mariage de complaisance en délit (de Mme Christine Defraigne); n° 3-498/1;
- Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code pénal en vue de faire obstacle aux mariages forcés (de Mme Mimount Bousakla et M. Ludwig Vandenhove); nr. 3-650/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 682 du Code judiciaire et insérant un article 682bis dans le même code en ce qui concerne la procédure d'examen par la Cour de cassation des demandes d'assistance judiciaire (de Mme Clotilde Nyssens); n° 3-655/1;
- Proposition de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines (de M. Hugo Vandenberghe); n° 3-758/1;
- Proposition de loi relative au tribunal de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus (de M. Stefaan De Clerck); n° 759/1;
- Proposition de loi modifiant l'annexe à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, afin d'adapter les cadres de l'arrondissement judiciaire d'Eupen aux nécessités réelles (de M. Berni Collas); n° 3-824/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (de Mme Christine Defraigne et Mme Nathalie de T' Serclaes); n° 3-854/1;
- Proposition de loi complétant l'article 1017 du Code judiciaire en ce qui concerne les dépens de la procédure dans tous les litiges relatifs à l'application d'une loi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (de M. Hugo Coveliers); n° 3-873/1;
- Proposition de loi visant à améliorer le statut de la victime lors de l'exécution de la peine (de Mme Nathalie de T' Serclaes et Mme Clotilde Nyssens); n° 3-927/1;
- Projet de loi relatif au statut juridique externe des détenus; n° 3-1128/1;

b. Rapports annuels – Débats – Auditions

- Discussion du Premier rapport aux Chambres législatives (22 septembre 2002 – 31 décembre 2003) de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie; n° 3-864/1;
 - Audition de MM. Wim Distelmans, coprésident, et M. Marc Englert, corapporteur de la commission.
- Proposition de loi modifiant l'article 478 du Code judiciaire (de M. Hugo Coveliers); n° 3-308/1-5;

- Audition de représentants de l'*Orde van Vlaamse Balies* et de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.
 - a) Rapport annuel 2003 du Conseil supérieur de la Justice;
b) Évaluation du premier mandat 2000-2004;
 - Audition de représentants du Conseil supérieur de la Justice.
 - Lutte contre la criminalité organisée;
État de la question;
 - Audition de M. Daniël Bernard, procureur fédéral;
 - Audition de représentants de la police fédérale.
 - 1. a) Projet de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines; n° 3-1127/1 ;
b) Proposition de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines (de M. Hugo Vandenberghe et consorts); n° 3-758/1 ;
c) Proposition de loi relative au tribunal de l'application des peines et au statut juridique externe des détenus (de M. Stefaan De Clerck et consorts); n° 3-759/1 ;
 - 2. a) Projet de loi relatif au statut juridique externe des détenus; n° 3-1128/1 ;
b) Proposition de loi visant à améliorer le statut de la victime lors de l'exécution de la peine (de Mme Nathalie de T' Serclaes et Mme Clotilde Nyssens); n° 3-927/1
- Audition de :
- présidents des commissions de libération conditionnelle;
 - représentants des maisons de justice;
 - M. John Vanacker, directeur général du service "Exécution des peines et mesures".
 - M. Daniel Martin, directeur du Forum National pour une politique en faveur des victimes.
- c. Échanges de vues
- avec une délégation de la *Eerste Kamer der Staten-Generaal* des Pays-Bas sur l'application des principes de subsidiarité et proportionnalité ;
 - avec une délégation de l'Assemblée nationale française ;
- d. Divers (séminaire, colloque)
- séminaire sur la double nationalité (avec la Chambre des représentants) (09.05.2005) ;
 - colloque « bicentenaire du Code Civil » (avec la Chambre des représentants) (22.10.2004).

3.

4. Relations extérieures et Défense

Président : M. François Roelants du Vivier.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

1.1. Projets de loi portant assentiment aux actes internationaux

- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Avenant à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'exécution en commun d'un programme d'observation de la terre, et Annexe, faits à Paris le 13 novembre 1984;
 - 2° Avenant n°2 à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'exécution en commun d'un programme d'observation de la terre, et Annexe, faits à Paris le 23 octobre 1991;
 - 3° Avenant n°3 à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'exécution en commun d'un programme d'observation de la terre, et Annexe, faits à Paris le 20 décembre 1994;
 - 4° Avenant n°4 à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'exécution en commun d'un programme d'observation de la terre, et Annexes, faits à Paris le 9 janvier 1996; n° 3-401/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Bruxelles le 7 juillet 1997; n° 3-767/1;
- Projet de loi portant assentiment au Traité international sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture, et aux Annexes I et II, faits à Rome le 6 juin 2002; n° 3-768/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York le 9 septembre 2002; n° 3-821/1;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :
 - 1° Convention, établie par le Conseil conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 29 mai 2000;
 - 2° Protocole à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, fait à Luxembourg le 16 octobre 2001; n° 3-852/1;
- Projet de loi portant sur la modification de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement; n° 3-887/1;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :
 - 1° Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime,
 - 2° Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, faits à Rome le 10 mars 1988; n° 3-920/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'extradition, signée à Bruxelles le 7 juillet 1997; n° 3-928/1;

- Projet de loi portant assentiment au Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'Annexe de ladite Convention, fait à Bruxelles le 30 novembre 2000; n° 3-929/1;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole modifiant la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol) et le Protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, fait à Bruxelles le 28 novembre 2002; n° 3-930/1;
- Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, et aux Annexes, faits à Luxembourg le 8 juin 2004; n° 3-931/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Sirte le 15 février 2004; n° 3-951/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Émirats arabes unis concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Dubaï le 8 mars 2004; n° 3-952/1;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants, et aux Annexes, faits à Aarhus le 24 juin 1998; n° 3-956/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001; n° 3-957/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République des Philippines, signée à Manille le 7 décembre 2001; n° 3-958/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Australie, signée à Canberra le 20 novembre 2002; n° 3-959/1;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, et aux Annexes, faits à Aarhus le 24 juin 1998; n° 3-962/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, faite à New York le 15 décembre 1997; n° 3-965/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la coopération policière, signé à Vilnius le 19 novembre 2003; n° 3-983/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la Bosnie-Herzégovine, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Sarajevo le 3 mars 2004; n° 3-989/1;

- Projet de loi portant assentiment au Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, fait à Strasbourg le 18 décembre 1997; n° 3-990/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, et aux Annexes A, B, C, D, E et F, faites à Stockholm le 22 mai 2001; n° 3-1019/1;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995;
 - 2° Accord relatif à l'application provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, fait à Bruxelles le 26 juillet 1995;
 - 3° Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, et Déclaration, faits à Bruxelles le 29 novembre 1996;
 - 4° Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la Convention, et Déclarations, faits à Bruxelles le 12 mars 1999; n° 3-1030/1;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Accord-Cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie;
 - 2° Protocole concernant les actions en justice, les procédures judiciaires et l'indemnisation à l'Accord-Cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie, faits à Stockholm le 21 mai 2003; n° 3-1047/1;
- Projet de loi portant assentiment au Traité établissant une constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004; n° 3-1091/1;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Accord international sur l'Escaut;
 - 2° Accord international sur la Meuse, faits à Gand le 3 décembre 2002; n° 3-1120/1;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la Convention portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), modifiant ladite Convention, fait à Bruxelles le 27 novembre 2003; n° 3-1121/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à La Haye le 27 août 2004; n° 3-1167/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à La Haye 9 novembre 2004; n° 3-1168/1;

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et l'île de Man, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à Douglas le 19 novembre 2004; n° 3-1169/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et Guernsey, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à Saint Peter Port le 19 novembre 2004; n° 3-1170/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne et à l'application à titre provisoire de l'Accord, entre le Royaume de Belgique et Jersey, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 et à Saint-Héliér le 19 novembre 2004; n° 3-1171/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention portant création de l'Institut international des ressources phytogénétiques, faite à Rome le 9 octobre 1991; n° 3-1175/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la Serbie-et-Monténégro, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Belgrade le 4 mars 2004; n° 3-1176/1;
- Projet de loi portant assentiment au et exécution du Protocole de 2003 à la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 16 mai 2003; n° 3-1198/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, et à l'Annexe, signés à Moscou le 20 décembre 2000; n° 3-1212/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'États membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la Station Spatiale Internationale Civile, fait à Washington D.C. le 29 janvier 1998; n° 3-1218/1;
- Projet de loi portant assentiment au Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, fait à La Haye le 26 mars 1999; n° 3-1225/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République islamique du Pakistan concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 23 avril 1998; n° 3-1227/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord relative à la concession à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord d'un terrain en vue de l'extension, la réadaptation et la transformation du Siège permanent de cette Organisation, signée à Bruxelles le 5 octobre 2000; n° 3-1228/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord relative à la concession à l'Organisation

du Traité de l'Atlantique Nord d'un terrain en vue de l'extension et l'implantation des nouvelles infrastructures du Siège permanent de cette Organisation, signée à Prague le 21 novembre 2002; n° 3-1229/1;

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord conclu par échange de lettres entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement du Pérou, d'autre part, relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques et spéciaux ou de service, signé à Lima les 12 et 23 février 2001; n° 3-1249/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République hellénique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Athènes le 25 mai 2004; n° 3-1250/1;
- Projet de loi portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, "INTELSAT", adoptés à Washington le 17 novembre 2000; n° 3-1259/1;

1.2. Autres projets de loi

- Projet de loi relative au suivi de l'action gouvernementale en ce qui concerne les objectifs du millénaire pour le développement; n° 3-579/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 24 avril 1958 accordant sous certaines conditions, une pension aux veuves qui ont épousé, après le fait dommageable, un bénéficiaire des lois sur les pensions de réparation, créant une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre de 1940-1945 et réalisant certains ajustements en matière de rente pour chevrons de front;
n° 3-947/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-966/1;
- Projet de loi portant des dispositions équivalentes aux dispositions prévues, en ce qui concerne la Belgique, par les accords sur la fiscalité des revenus de l'épargne signés entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, en ce qui concerne d'une part les Antilles néerlandaises et d'autre part Aruba et entre le Royaume de Belgique et, respectivement, Guernesey, l'île de Man, Jersey, Anguilla, les îles Vierges britanniques, Montserrat et les îles Turks et Caicos; n° 3-1209/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses ; n° 3-1302/1.

2. Propositions de loi adoptées

- Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, en ce qui concerne l'attention aux droits de l'enfant (Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-988/1;
- Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne les bombes à fragmentation (de M. Philippe Mahoux); n° 3-1152/1.

3. Propositions de résolutions adoptées

- Proposition de résolution concernant la protection des défenseurs des droits humains (de M. Philippe Mahoux); n° 3-12/1;
- Proposition de résolution concernant les femmes, la paix et la sécurité (Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-902/1;
- Proposition de résolution relative à la politique en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaire (de M. Patrik Vankrunkelsven et consorts); n° 3-985/1;
- Proposition de résolution sur le statut du Kosovo (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-1142/1;

4. Projets de loi, propositions de loi et propositions de résolution en discussion

- Proposition de résolution reconnaissant l'existence du problème spécifique des personnes âgées et la situation des orphelins du sida au Rwanda (de Mme Christel Geerts); n° 3-780/1;
- Proposition de résolution sur la situation humanitaire et les violations des droits de l'homme au Darfour (de M. Alain Destexhe); n° 3-853/1;

- Proposition de résolution relative à la promotion du rôle des femmes dans la construction de la paix et à un plan d'action fédéral pour l'exécution de la résolution 1325 des Nations unies (de Mme Jacinta De Roeck et consorts); n° 3-926/1;
 - Proposition de résolution relative à l'embargo de l'Union européenne sur les exportations d'armes vers la République populaire de Chine (de M. Lionel Vandenberghe); n° 3-964/1;
 - Proposition de résolution concernant le Partenariat euro-méditerranéen à la veille de ses dix ans: bilan et perspectives (de Mme Jihane Annane); n° 3-1031/1;
 - Proposition de résolution relative à la Conférence du Traité de non-prolifération 2005 (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-1032/1;
 - a) Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne les dispositifs antimanipulation (de M. André Van Nieuwkerke); n° 3-1042/1;
 - b) Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'interdiction des dispositifs antimanipulation, la loi sur les armes du 3 janvier 1933 (de Mme Erika Thijs et Mme Mia De Schamphelaere); n° 3-178/1;
 - Proposition de résolution concernant la situation politique en Iran et ses relations avec l'Union européenne (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-1057/1;
 - Proposition de résolution sur le régime en Iran et l'opposition à celui-ci (de M. Staf Nimmegeers et consorts); n° 3-1065/1;
 - Proposition de résolution relative à la présence syrienne au Liban (de M. Christian Brotcorne et consorts); n° 3-1083/1;
 - Proposition de résolution concernant les mines antipersonnel, les dispositifs antimanipulation et les munitions à fragmentation (de M. André Van Nieuwkerke); n° 3-1258/1;
 - Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne les bombes à fragmentation, les armes à l'uranium appauvri et les dispositifs antimanipulation (de Mme Sabine de Bethune et Mme Erika Thijs); n° 3-1261/1.
- b. Débats - Auditions
1. Débats - Auditions suivis d'un rapport contenant des recommandations
 - Les objectifs du millénaire; n° 3-603/1 (rapport renvoyé par la commission spéciale « Mondialisation »);
 - M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au Développement
 - La problématique de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne; n° 3-866/1;
 - M. Elmar Brok, président de la commission des Relations extérieures du Parlement européen;
 - de M. Bronislaw Geremek, membre du Parlement européen;
 - de M. Martin Harvey, chef d'unité f.f. de la DG Élargissement de la Commission européenne;
 - Rencontre d'une délégation de la Commission d'Harmonisation avec l'Union européenne de la Grande Assemblée Nationale de Turquie, sous la conduite de M. Yasar Yakis, président et ancien ministre des Affaires étrangères;

- Mme Jenny Vanderlinden, représentante d'Amnesty International
 - M. Luc Delvaux, *General Manager* chez Fortis;
 - M. Robert Anciaux, professeur, ULB;
 - S.E. M. Erkan Gezer, ambassadeur de la République turque;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères.
- La réforme des Nations Unies; n° 3-1028/1;
 - M. Jan Wouters, professeur, *Instituut voor Internationaal Recht, KULeuven*;
 - M. Olivier Corten, professeur, Centre de droit international, ULB;
 - Mme Frankinet, ambassadeur, DG "Nations Unies", SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;
 - M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre français chargé de la coopération et du développement, professeur émérite à l'Université de Paris I;
 - M. Marc Bossuyt, professeur, *Universiteit Antwerpen*, membre de la sous-commission des Nations Unies de la promotion et de la protection des droits de l'homme, juge à la Cour d'arbitrage;
 - M. Gareth Evans, membre du *High-level Panel Threats, Challenges and Change*;
 - Robert Badinter, sénateur, ancien ministre français de la Justice, ancien président du Conseil constitutionnel, professeur de droit privé.

2. Débats – Auditions dans le cadre de projets de loi, propositions de loi ou de résolution

- Proposition de résolution concernant le Partenariat euro-méditerranéen à la veille de ses dix ans: bilan et perspectives (de Mme Jihane Annane); n° 3-1031/1;
 - S.E. M. Toukan, ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie auprès des Communautés européennes;
 - S.E. M. Menouar Alem, ambassadeur vdu Royaume du Maroc auprès des Communautés européennes;
 - professeur Bichera Khader, Université catholique de Louvain;
 - M. Khalid Sekkat, professeur à l'ULB, membre du réseau Femise (Forum Euro Méditerranée des Instituts Economiques), expert;
 - Mme Giovanna Tanzarella, experte française, Fondation René Seydoux pour le monde méditerranéen;
 - M. Shawki Armali, délégué général palestinien;
 - S.E. M. Oded Eran, ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne;
 - S.E. M. Mahmoud Karem, ambassadeur de la République arabe d'Egypte auprès de l'Union européenne;
 - S.E. M. F. Merdassi, ambassadeur de la République tunisienne auprès de l'Union européenne;
 - M. Habib Ben Yahia, ancien ministre des Affaires étrangères et conseiller du Président de la République tunisienne;
 - S.E. M. Halim Benattallah, ambassadeur d'Algérie;
 - M. Dominique de Crayencour, directeur des Affaires institutionnelles à la Banque européenne d'investissement.

- a) Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne les dispositifs antimanipulation (de M. André Van Nieuwkerke); n° 3-1042/1;
- b) Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'interdiction des dispositifs antimanipulation, la loi sur les armes du 3 janvier 1933 (de Mme Erika Thijs et Mme Mia De Schamphelaere); n° 3-178/1;
 - M. Luc Weyn, *Netwerk Vlaanderen*;
 - MM. Kevin Bryant et Stanislas Brabant, Handicap International ;
 - M. Jean-Claude Delepière, président CTIF ;
 - M. Jacques Zeegers, secrétaire général Febelfin ;
 - Mme Cathérine Terrier, conseillère adjointe CBFA;
 - M. Serge Wibaut, président du comité de direction d'AXA.
- Proposition de résolution concernant la situation politique en Iran et ses relations avec l'Union européenne; n° 3-1057/1 (de M. François Roelants du Vivier);
 - S.E.M. Ali Ahani, ambassadeur d'Iran.
- Projet de loi portant assentiment au Traité établissant une constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004; n° 3-1091/1;
 - M. Guy Verhofstadt, premier ministre;
 - professeur Jean-Victor Louis, Institut d'études européennes, ULB;
 - M. Paul Rietjens, juriconsulte de la Belgique auprès de l'Union européenne;
 - M. Xavier Demoulin, directeur général, DG Affaires européennes, SPF Affaires étrangères;
 - M. Koen Lenaerts, juge à la Cour de Justice des Communautés européennes.
- Proposition de loi complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne les bombes à fragmentation (de M. Philippe Mahoux); n° 3-1152/1;
 - M. Stan Brabant, *Head Policy Unit*, Handicap International, Bruxelles;
 - M. Kevin Bryant, *Senior Explosive Ordnance Clearance Technical Advisor*, Handicap International, Bruxelles;
 - M. Zak Johnson, *Ex-Senior Technical Advisor*, *Handicap International, Afghanistan*;
 - M. Didier Simons, *Handicap International Ambassador*, Liège;
 - Mme Arianne Acke, Hoofd Internationaal Humanitair Recht van het Rode Kruis Vlaanderen;
 - M. Frédéric Casier, Représentant du Droit International Humanitaire, Croix-Rouge de Belgique-communauté francophone;
 - des représentants de la Défense nationale.

3. Autres débats – auditions

- La situation en Côte d'Ivoire; n° 3-785/1;
 - S.E. Mme Marie Gosset, ambassadeur de la Côte d'Ivoire;
 - M. Jean-François Dozon, directeur du Centre d'étude africaine au CNRS;
 - Mme Colette Braeckman, journaliste, "Le Soir".
- La problématique des enfants-soldats;
 - M. Yves Willemot, directeur de la Coalition belge contre l'utilisation d'enfants-soldats;
 - M. Bart Horemans, représentant de Pax Christi, membre de la Coalition.
- La situation dans la région des Grands Lacs;
 - M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au Développement ;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères.
- La question du Sahara occidental;
 - S.E.M. Moustapha Salahdine, ambassadeur du Royaume du Maroc;
 - une délégation marocaine des provinces du Sud.
- Élection présidentielle palestinienne;
 - M. Chawki Armali, Délégué général de la Palestine;
 - Mme Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat;
 - M. Simon Petermann, professeur à l'ULg.
- a) La participation belge au projet Hélios II;
 - b) L'espace et la politique européenne de défense et de sécurité;
 - M. André Flahaut, ministre de la Défense;
 - Colonel Eric Huybrechts, ingénieur, Département d'Etat-major "Stratégie", Division Plans, Coordination et Capacités;
 - Major Willy Tack, ingénieur, Département d'Etat-major "Stratégie", Division Plans, Direction nationale de l'Armement.
- La conférence d'évaluation du traité de non-prolifération (New York, 2-27 mai 2005);
 - M. Tadatoshi Akiba, bourgmestre d'Hiroshima, président de *Mayors for Peace*.
- La situation au Liban;
 - M. Rudolf El-Khareh, Professeur à l'Université de Bordeaux III, chercheur associé au CIOC à Paris, ancien professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence.
- Le programme de travail de la Commission européenne pour 2005;
 - M. Jan De Bock, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne.
- La 61ème session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies (du 14 mars au 22 avril 2005 à Genève);
 - représentants d'Amnesty International.
- La situation au Moyen-Orient;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères sur sa mission au Moyen-Orient.

- La politique européenne de développement;
 - M. Louis Michel, commissaire européen au Développement et à l'aide humanitaire.
 - Rapport de la *Commission for Africa*;
 - M. Myles Wickstead, *Head of Secretariat, Commission for Africa*;
 - La crise alimentaire au Niger;
 - M. Nouhou Mohamadon Arzika, président de l'Organisation des Consommateurs du Niger et président de la Coalition Équité/Qualité contre la vie chère au Niger;
 - Mme Isabelle Defourny, Médecins sans frontières, France.
4. Briefings et debriefings par M. Guy Verhofstadt, premier ministre, sur les conseils européens des
- 4 et 5 novembre 2004 ;
 - 16 et 17 décembre 2004 ;
 - 22 et 23 mars 2005 ;
 - 16 et 17 juin 2005.
5. Entretiens - Rencontres
- Entretien avec l'Abbé Malu Malu, président de la Commission électorale indépendante de la République Démocratique du Congo ;
 - Entretien avec M. Libère Bararunyeretse, président du Sénat de Burundi;
 - Rencontre d'une délégation de l'Assemblée nationale du Bénin;
 - Entretien avec M. Denis Sassou Nguesso, président de la République du Congo et président de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), et avec Mme Mangari Muri Maathai, Prix Nobel de la Paix 2004;
 - Rencontre d'une délégation parlementaire turque, sous la conduite de M. Mehmet Dülger, président de la commission des Relations extérieures de la Grande Assemblée nationale;
 - Entretien avec M. Hamid Karzaï, Président de la République islamique d'Afghanistan;
 - Rencontre de M. Zhenhua Xie, ministre de la *State Environmental Protection Administration* de la République populaire de Chine.
6. Voyages - Visites
- Voyage d'étude à Washington et en Ohio ;
 - Visite de l'OTAN.
7. Colloquium
- « Vers un statut définitif pour le Kosovo » (en collaboration avec la présidence du Sénat);

4. Finances et Affaires économiques

Président : M. Jean-Marie Dedecker.

a. Législation

1. *Projets de loi adoptés*

- Projet de loi modifiant notamment, en matière de procédures d'insolvabilité, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances; n° 3-801/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale et à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne relatif à la mise en place d'un système de déclaration libératoire unique; n° 3-954/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-966/1;
- Projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 10 décembre 2001 concernant le passage définitif à l'euro (de M. Wouter Beke et consorts); n° 3-991/1;
- Projet de loi transposant en droit belge la directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information; n° 3-1073/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, en ce qui concerne la brevetabilité des inventions biotechnologiques; n° 3-1088/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics; n° 3-1112/1;
- Projet de loi relatif à certaines dispositions judiciaires en matière de communications électroniques; n° 3-1134/1;
- Projet de loi portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations; n° 3-1160/1;
- Projet de loi portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité; n° 3-1161/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1254/1;
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière; n° 3-1269/1.

2. *Propositions de loi adoptées*

- Proposition de loi instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenu en faveur des travailleurs indépendants victimes d'inconvénients dus à la réalisation de travaux sur le domaine public (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-386/1;
- Proposition de loi visant à interdire le financement direct ou indirect de la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel (de M. Philippe Mahoux); n° 3-834/1;
- Proposition de loi complétant le Code des sociétés par des dispositions relatives à la publicité des rémunérations des administrateurs de sociétés cotées en bourse et de sociétés de droit public (de M. Patrik Vankrunkelsven et consorts); n° 3-872/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 394 du Code des impôts sur les revenus 1992 et l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en vue

d'humaniser le recouvrement fiscal à l'égard des conjoints (de Mme Clotilde Nyssens et M. Christian Brotcorne); n° 3-874/1;

- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, la loi du 8 août 1997 sur les faillites et le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'assurer un traitement fiscal plus équitable aux créanciers dans le cadre d'un concordat judiciaire ou d'une faillite (de M. Jan Steverlynck); n° 3-882/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 10 décembre 2001 concernant le passage définitif à l'euro (de M. Wouter Beke et consorts); n° 3-991/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 131 et 133 du Code des impôts sur les revenus 1964 (de MM. Berni Collas et Alain Destexhe); n° 3-1026/1;
- Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en vue de lutter contre l'organisation d'insolvabilité dans le cadre de cessions frauduleuses d'un ensemble de biens (de M. Christian Brotcorne); n° 3-1126/1.

3. *Résolutions adoptées*

- Proposition de résolution visant à mieux prendre en compte les intérêts des cyclistes dans le règlement général sur la police de la circulation et de l'usage des voies publiques (de M. Christian Brotcorne); n° 3-719/1;
- Proposition de résolution relative à un projet pilote concernant un accès internet sans fil dans les trains (de M. Stefaan Noreilde); n° 3-948/1.

4. *Projets et propositions de loi en discussion*

- Proposition de résolution sur la dimension de genre dans les statistiques (de Mme Sabine de Bethune); n° 3-166/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, en vue d'instituer un contrôle de genre du budget fédéral (de Mme Sabine de Bethune); n° 3-168/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 94 et 102 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en vue d'interdire tout acte commercial induisant en erreur un mineur sur ses droits et obligations (de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton); n° 3-357/1;
- Proposition de loi relative à l'intermédiation bancaire et à la distribution d'instruments financiers (de M. Luc Willems); n° 3-377/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des sociétés ainsi que l'article 1er de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-387/1;
- Proposition de loi créant un Fonds fédéral du sport et instaurant des chèques-sport (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-441/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de stimuler le recours aux chèques sport et culture (de M. Marc Wilmots et Mme Christine Defraigne); n° 3-489/1;

- Proposition de loi modifiant l'article 34 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les rentes et pensions d'origine étrangère (de M. Christian Brotcorne); n° 3-495/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (de Mme Annemie Van de Casteele et M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-496/1;
- Proposition de loi insérant un article 117 dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déductibilité des cotisations payées aux clubs sportifs (de M. René Thissen et consorts); n° 3-557/1;
- Proposition de loi instaurant des chèques-sport et culture (de Mme Caroline Gennez et M. Lionel Vandenberghe); n° 3-584/1;
- Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (de M. René Thissen et consorts); n° 3-588/1;
- Proposition de loi tendant à la création d'un registre éthique et d'une interdiction d'obtention de marchés publics pour les personnes physiques et morales ayant contrevenu à la loi du 30 juillet 1981 (de Mme Amina Derbaki Sbaï et M. Jean Cornil); n° 3-636/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 21, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, visant à assurer une meilleure transparence du calcul des primes d'accroissement et de fidélité afférentes aux comptes épargne (de M. Francis Poty et Mme Christiane Vienne); n° 3-669/1;
- Proposition de loi interdisant à toute société faisant appel public à l'épargne en Belgique de détenir une participation directe ou indirecte dans une société ayant un siège social dans un paradis fiscal (de M. Pierre Galand); n° 3-705/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 192, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'imposer à l'impôt des sociétés les plus-values réalisées sur actions et parts (de M. Jean Cornil et Mme Isabelle Durant); n° 3-721/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 23 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'instaurer une formation spéciale aux gestes de premiers secours dans le cadre des épreuves relative à l'obtention du permis de conduire (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-751/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, en vue d'interdire la vente d'alco pops dans les distributeurs automatiques de boissons (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-761/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 34 et 171 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les pensions, rentes et allocations en tenant lieu octroyées aux travailleurs frontaliers (de Mme Christiane Vienne); n° 3-778/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 105novies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue d'y introduire l'obligation de facturer les appels téléphoniques à la seconde (de Mme Christine Defraigne); n° 3-793/1;

- Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les abattages rituels (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-808/1;
- Proposition de loi instituant auprès du service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie un Conseil de l'investissement socialement responsable (de M. Philippe Mahoux); n° 3-835/1;
- Proposition de loi-cadre réglementant la protection du titre professionnel des professions intellectuelles prestataires de services agréées (de M. Jan Steverlynck); n° 3-837/1;
- Proposition de loi relative aux commissions et commissions de recours visées dans la loi-cadre réglementant la protection du titre professionnel des professions intellectuelles prestataires de services agréées (de M. Jan Steverlynck); n° 3-838/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 68ter à 68quinquies de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière (de M. Patrik Vankrunkelsven et consorts); n° 3-855/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 66bis du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de permettre la déductibilité des équipements en matière de sécurité liés à l'utilisation d'une motocyclette pour les déplacements professionnels (de M. Christian Brotcorne); n° 3-865/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 394 du Code des impôts sur les revenus 1992 et l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en vue d'humaniser le recouvrement fiscal à l'égard des conjoints (de Mme Clotilde Nyssens et M. Christian Brotcorne); n° 3-874/1;
- Proposition de résolution visant à provoquer une réflexion sur la possibilité de suivre les cours préparatoires à l'examen théorique du permis de conduire dans l'enseignement (de M. Christian Brotcorne); n° 3-879/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de stimuler l'autofinancement des entreprises (de M. Christian Brotcorne); n° 3-900/1.-
- Proposition de loi visant à instaurer la prise en considération des aspects environnementaux dans les comptes annuels et rapports de gestion des sociétés : inscription comptable, évaluation et publication d'informations (de MM. Philippe Mahoux et Jean Cornil); n° 3-961/1;
- Proposition de résolution relative à une nouvelle politique en matière de produits chimiques (de M. Bart Martens); n° 3-992/1;
- Proposition de loi complétant la réglementation de la circulation routière par des dispositions relatives à la veste de sécurité (de M. Flor Koninckx); n° 3-1012/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 43bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue d'étendre les compétences du service de médiation pour les télécommunications (de MM. Luc Willems et Jacques Germeaux); n° 3-1043/1;
- Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue d'organiser la publicité des rémunérations des dirigeants d'ASBL, de mutualités et d'unions nationales de

mutualités et d'organisations syndicales (de Mme Christine Defraigne et consorts); n° 3-1058/1;

- Proposition de loi insérant, dans la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport terrestre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, un article 4bis et un article 4ter portant des dispositions spéciales relatives à la modification et à la transformation de véhicules (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-1066/1;
- Proposition de loi relative au mécénat (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-1086/1;
- Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'introduire, pour certaines infractions, une cause de justification dans le chef des médecins agissant en situation d'urgence (de Mme Christine Defraigne); n° 3-1092/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 30 et 30bis de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, dans le but d'équiper les véhicules à moteur de phares de jour (de M. Jacques Germeaux et consorts); n° 3-1096/1;
- Proposition de loi relative aux appels à la générosité de la population et modifiant les articles 104 et 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de Mme Clotilde Nyssens et consorts); n° 3-1108/1;
- Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en vue de lutter contre l'organisation d'insolvabilité dans le cadre de cessions frauduleuses d'un ensemble de biens (de M. Christian Brotcorne); n° 3-1126/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir le mécénat d'entreprises (de M. Christian Brotcorne); n° 3-1132/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prévenir la fraude liée aux sociétés de liquidités (de M. Jan Steverlynck); n° 3-1185/1;
- Proposition de loi relative à l'imputation sur l'impôt des personnes physiques d'un crédit d'impôt de 20 euros lors de l'introduction d'une déclaration électronique (de Mme Stéphanie Anseeuw et M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-1236/1.

b. Rapports annuels – Débats – Auditions

- Audition des membres de la commission Corporate Governance sur le projet de Code belge de gouvernance d'entreprise :
 - M. Maurice Lippens, président,
 - Mme Lutgart Van den Berghe, membre,
 - M. Philippe Lambrecht, secrétaire;

- Proposition de loi modifiant l'article 105novies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue d'y introduire l'obligation de facturer les appels téléphoniques à la seconde (de Mme Christine Defraigne); n° 3-793/1.- Auditions de :
 - MM. Jean-Pierre Pierlot, Ingénieur Conseiller, et Tim Nuyens, Adviseur, IBPT;
 - MM. Ivo Mechels et Frank Vanmaele, porte-parole de Test-Achat;
 - M. Dirk-Frans Segers, Corporate Affairs, Proximus;
 - M. Paul-Marie Dessart, General Counsel, Mobistar;
 - M. Jean-Marie Schepens, Director of Corporate Affairs, Base;
 - Exposé de M. Renaat Landuyt, ministre de la Mobilité, sur sa note de politique générale;
- Résultats de l'évaluation du Service des créances alimentaires.- Exposé de M. Didier Reynders, ministre des Finances;
- Le clivage digital.- Exposé de M. Peter Vanvelthoven, secrétaire d'Etat à l'Informatisation de l'Etat;
- Le Conseil européen 22 et 23 mars 2005.- Exposés de M. Guy Verhofstadt, premier ministre;
- Préparation de la réunion interparlementaire (UE) du 24 avril 2005 sur la "European economic policy : a National and European perspective";
- Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les abattages rituels (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-808/1.- Auditions de :
 - de M. Jean-Marie Dochy, directeur général Contrôle AFSCA;
 - de M. Joris Tiebout, président de FEBEV asbl;
 - du dr. Rudy De Meester, Federation of Veterinarians of Europe (FVE);
 - de M. Michel Vandenbosch, président de GAIA asbl;
 - du dr. Zahri Jamal, vétérinaire;
 - de M. Albert Guigui, Grand Rabbin de Bruxelles, et M. Pinchas Kornfeld, vice-président du Consistoire central Israélite;
 - de M. Yacob Mahi, professeur de religion islamique;
 - du professeur Urbain Vermeulen, department of Oriental Studies, KULeuven;
 - de Me Delbaere;
 - de MM. Wim Mels et Dan Daman, MEVA;

- Proposition de loi visant à interdire le financement direct ou indirect de la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel (de M. Philippe Mahoux); n° 3-834/1.- Auditions de :
 - M. Luc Weyn, Netwerk Vlaanderen;
 - MM. Kevin Bryant et Stanislas Brabant, Handicap International;
 - M. Jean-Claude Delepière, président CTIF;
 - M. Jacques Zeegers, secrétaire général Febelfin;
 - Mme Cathérine Terrier, conseillère adjointe CBFA;
 - M. Serge Wibaut, président du comité de direction d'AXA.

c. Divers (voyages, visites, rencontres)

- Voyage d'études en Inde (14 – 24 janvier 2005);
- Conférence : “Vers la e-Société” (3 juin 2005);
- Rencontre de M. Zhenhua Xie, ministre de la State Environmental Protection Administration de la République populaire de Chine.

5. Intérieur et Affaires administratives

Président : Ludwig Vandenhove.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

- Projet de loi complétant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue d'assurer la publicité des données relatives à la criminalité dans les zones de police; n° 3-133/1-5;
- Procédure d'évocation
Projet de loi-programme; n° 3-966/8 et 9;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-967/1-6;
- Projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques; n° 3-515/1-5;
- Projet de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques; n° 3-516/1-3;
- Projet de loi modifiant l'article 57/12 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; n° 3-1005/1-3;
- Procédure d'évocation
Projet de loi-programme; n° 3-1254/1-7;
- Procédure d'évocation
Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1302/1.

2. Propositions de loi adoptées

- Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1144/1 et 2.

3. Résolutions adoptées

- Proposition de résolution relative à la commémoration de l'holocauste et à la condamnation de l'antisémitisme et du racisme (de M. André Van Nieuwkerke); n° 3-1072/1-4;
- Proposition de résolution visant à instituer le 8 mai comme "Journée de la Mémoire" (de Mme Christel Geerts et Mme Fatma Pehlivan); n° 3-1143/1-5.

4. Projets et propositions de loi en discussion

- Proposition de loi visant à accorder des compétences de police restreintes aux sauveteurs principaux et à leurs adjoints (de M. Stefaan Noreilde); n° 3-420/1;
- Proposition de résolution sur la réforme des services d'incendie (de Mme Christine Defraigne et M. Berni Collas); n° 3-728/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 32 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles en ce qui concerne le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (de Mme Annemie Van de Casteele et consorts); n° 3-789/1;

- Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 relative aux étrangers, en vue de réformer la procédure d'octroi du statut de réfugié (de M. Christian Brotcorne et consorts); n° 3-112/1;
- Proposition de loi instituant la fonction d'assesseur volontaire dans les bureaux de vote (de MM. Stefaan Noreilde et Paul Wille); n° 3-1033/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution (de M. Jacques Devolder); n° 3-552/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (de M. Philippe Moureaux et consorts); n° 3-942/1;
- Proposition de loi visant la suppression du vote automatisé et la généralisation du dépouillement par lecture optique (de Mme Clotilde Nyssens et consorts); n° 3-120/1;
- Proposition de loi complétant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé en vue de permettre le vote automatisé à distance (de M. Alain Destexhe); n° 3-205/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement automatisé des votes au moyen d'un système de lecture optique et la loi du 11 mars 2003 organisant un système de contrôle du vote automatisé par impression des suffrages émis sur support papier (de M. Philippe Mahoux); n° 3-747/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, en vue d'inclure sur la carte d'identité électronique les enregistrements en matière de dons d'organes (de Mme Erika Thijs); n° 3-1117/1.

b. Débats – Auditions – Echanges de vue - Rapports annuels

- Evaluation de la réforme des services de police; n° 3-566/1;
- Audition avec M. P. Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, sur sa note politique;
- *Deux réunions à huis clos* : deux auditions avec des candidats-asseesseurs près du Conseil d'État;
- Rapport annuel 2004 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme : Lutte contre la traite des êtres humains - Analyse du point de vue des victimes.- Audition de M. Paolo De Francesco, chef de service, et Mme Lecocq, collaboratrice, Cellule traite des êtres humains, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;
- *Avec la Commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité* : Les services des renseignements privés.- Audition avec le Comité permanent de contrôle des services de renseignements;
- Proposition de loi visant à accorder des compétences de police restreintes aux sauveteurs principaux et à leurs adjoints (de M. Stefaan Noreilde); n° 3-420/1.- Audition de M. A. Dijkstra, fonctionnaire spécial de recherche et sauveteur principal à Vlissingen;
- Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la

Constitution (de M. Jacques Devolder); n° 3-552/1.- Audition de M. Roland Vanreusel, commissaire divisionnaire, chef de corps, de la zone de police Bruxelles Capitale Ixelles;

- Traite des êtres humains; n° 3-1038/1.- Audition de :
 - M. Jean-Paul Janssens, directeur adjoint de la Cellule stratégique de Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre de la Justice, sur la politique concernant la traite des êtres humains;
 - M. Rudi Veestraeten, directeur général du directeurat général "Affaires consulaires" du ministère des Affaires étrangères;
 - M. Freddy Roosemont, directeur général de l'Office des Étrangers;
- Le vote électronique; n° 1129/1.- Deux auditions de M. Luc Vanneste, directeur général du service Institutions et Population du ministère de l'Intérieur;
- *Avec la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre des représentants* : Evaluation de l'organisation des services de secours; n° 3-901/1.- Audition de M. Camille Paulus, gouverneur de la province d'Anvers et président de la commission de la réforme de la protection civile;
- La réforme de la police; n° 1003/1.-
 - Deux auditions de M. Brice De Ruyver, président de la Commission d'accompagnement de la réforme des polices au niveau local;
 - Audition du professeur Cyriel Fijnaut (KUL) sur la criminalité frontalière dans l'Euregio;
- Audition de M. Marc De Buyser, directeur général d'ASTRID;
- La privatisation de la sécurité; n° 1245/1.- Audition de :
 - M. Jan Cappelle, Directeur, Direction Sécurité Privée, SPF Intérieur;
 - Professeur René Foqué, professeur titulaire, Faculté de droit KULeuven.

c. Divers (voyages, visites, rencontres)

- Voyage d'étude en Ukraine, Moldavie et Roumanie, du 27 septembre 2004 au 3 octobre 2004;
- Colloque "Les autorités locales et la sécurité (privée) : le débat sur les missions de base".- Palais d'Egmont, 8 juin 2005 (9 h 25 – 16 h 45).

6. Affaires sociales

Présidente : Annemie Van de Casteele.

a. Législation

1. *Projets de loi adoptés*

- Projet de loi-programme; n° 3-966/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-967/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 30 avril 2004 entre l'État fédéral, les régions et les communautés relatif à l'accompagnement et au suivi actifs des chômeurs; n° 3-1118/1;
- Projet de loi relatif à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé; n° 3-1122/1;
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en ce qui concerne la suspension et le recouvrement du droit à la pension de survie; n° 3-1124/1;
- Projet de loi instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions; n° 3-1166/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1254/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1302/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1303/1;

2. *Propositions de loi adoptées*

- Proposition de loi modifiant certaines dispositions en matière de travail d'étudiant; n° 3-630/1;
- Proposition de loi complétant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie par des dispositions concernant le rôle du pharmacien et l'utilisation et la disponibilité des substances euthanasiantes; n° 3-791/1;
- Proposition de loi visant à abroger l'article 76 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; n° 3-984/1;
- Projet de loi visant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 9, § 2, de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons in vitro; n° 3-1123/1;

3. Résolutions adoptées

- Proposition de résolution visant à reconnaître les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées en Belgique les personnes âgées gay, lesbiennes et bisexuelles; n° 3-703/1;
- Proposition de résolution visant à une interdiction mondiale de la production et de l'utilisation de l'amiante; n° 3-771/1;

4. Projets et propositions de loi et propositions de résolution en discussion

- Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale en vue de garantir les droits fondamentaux des personnes bénéficiant d'une aide d'un centre public d'aide sociale et notamment des sans-abri; n° 3-71/1;
- Proposition de loi modifiant les conditions de prise de cours de la pension de retraite anticipée pour les travailleurs indépendants; n° 3-98/1;
- Proposition de loi instaurant un Fonds de lutte contre le tabagisme; n° 3-107/1;
- a) Proposition de loi relative aux chiens dangereux; n° 3-127/1;
- .1 Proposition de loi créant une banque-carrefour des chiens et instituant un Conseil consultatif des chiens dangereux; n° 3-697/1;
 - c) Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en instaurant des mesures relatives aux chiens dangereux; n° 3-718/1;
- Proposition de loi modifiant l'interdiction de publicité pour le tabac et instaurant un Fonds de lutte contre le tabagisme; n° 3-138/1;
- Proposition de loi modifiant la législation sur les pensions en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie avec les revenus résultant de la poursuite d'une activité professionnelle; n° 3-172/1;
- Proposition de loi visant à respecter des normes obligatoires pour le radon; n° 3-208/1;
- Proposition de loi visant à instaurer un complément logement au revenu d'intégration; n° 3-251/1;
- Proposition de loi modifiant la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en vue de l'organisation d'élections réglant la représentation des organisations professionnelles représentatives des infirmiers au sein des organes de l'INAMI; n° 3-336/1;
- Proposition de loi modifiant la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie et d'une indemnité pour cause de maladie ou d'invalidité; n° 3-359/1;
- Proposition de loi supprimant l'interdiction de cumul entre une pension et un revenu du travail pour les personnes âgées de plus de 65 ans et entre une pension de survie et un revenu du travail pour les bénéficiaires ayant des enfants à charge; n° 3-361/1;

- Proposition de loi relative au diagnostic prénatal et au diagnostic préimplantatoire; n° 3-416/1;
- Proposition de loi relative aux mères porteuses; n° 3-417/1;
- a) Proposition de loi modifiant l'article 100bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue d'instaurer une réglementation uniforme en matière d'obligation alimentaire des enfants en cas d'admission de personnes âgées dans une maison de repos; n° 3-471/1;
- .2 Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos; n° 3-517/1;
 - c) Proposition de loi visant à améliorer l'application de l'obligation alimentaire en cas d'admission de parents en maison de repos; n° 3-805/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 211 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; n° 3-510/1;
- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'indemnité de rupture des contrats à durée déterminée, la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré; n° 3-592/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits, afin d'interdire la distribution gratuite de tabac, de produits similaires et des accessoires destinés à la consommation du tabac; n° 3-597/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits afin d'interdire la vente de cigarettes, de produits à base de tabac et d'accessoires pour consommer le tabac par le biais de distributeurs automatiques; n° 3-598/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits afin d'interdire la vente de tabac et de produits similaires à des mineurs; n° 3-599/1;
- Proposition de résolution relative à la gratuité des démarches imposées aux chercheurs d'emploi par l'ONEm dans le cadre de la politique gouvernementale d'activation du comportement de recherche; n° 3-678/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en ce qui concerne la protection contre le harcèlement au travail; n° 3-683/1;
- a) Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique; n° 3-689/1;
- b) Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé; n° 3-807/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et l'arrêté royal du 20 juillet 1971

instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en ce qui concerne la réglementation en matière d'incapacité de travail pour les travailleurs indépendants; n° 3-723/1;

- Proposition de loi visant à organiser un enregistrement national obligatoire des mélanomes cutanés; n° 3-729/1;
- Proposition de loi relative au recrutement et à la sélection des travailleurs; n° 3-752/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en vue de prémunir le chômeur d'une sanction arbitraire; n° 3-773/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 52, alinéa 2, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail; n° 3-775/1;
- a) Proposition de loi visant à créer un Fonds pour les victimes de l'amiante; n° 3-788/1;
- .3 Proposition de loi créant un Fonds pour les victimes de l'amiante; n° 3-828/1;
- Proposition de résolution relative à la prévention du cancer du sein; n° 3-792/1;
- Proposition de loi complétant l'article 34 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en vue de permettre le remboursement des frais d'accompagnement et de traitement médical de la surcharge pondérale et de l'obésité; n° 3-831/3;
- Proposition de loi relative au télétravail; n° 3-845/1;
- Proposition de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail; n° 3-916/1;
- Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un plan fédéral d'action concernant les enfants, la santé et l'environnement; n° 3-941/1;
- a) Proposition de loi réglant la collecte, la conservation et la communication des informations relatives au don de gamètes; n° 3-559/1;
- b) Proposition de loi réglementant la collecte, la conservation et l'implantation des cellules humaines ainsi que la gestion des informations les concernant; n° 3-1011/1;
- Proposition de loi modifiant la réglementation relative à l'utilisation d'un défibrillateur automatique dans le cadre d'une réanimation; n° 3-1018/1;
- Proposition de loi visant à encadrer la surveillance des travailleurs par l'utilisation du système de monitoring associé au système de navigation GPS sur les véhicules de service, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée; n° 3-1044/1;
- a) Proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée; n° 3-418/1;
- b) Proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée; n° 3-1067/1;
- Proposition de loi réglant l'examen post-mortem; n° 3-1079/1;

- Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, en vue d'instaurer l'interdiction de fumer dans les restaurants et cafés; n° 3-1080/1;
 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et la loi du 1er avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure en vue d'ouvrir le congé de paternité aux gays, aux lesbiennes et aux bisexuels; n° 3-1081/1;
 - a) Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne l'acquisition d'un animal de compagnie; n° 3-1147/1;
 - b) Proposition de résolution sur la relation entre êtres humains et animaux et l'influence bénéfique de cette relation sur la santé humaine; n° 3-832/1;
 - c) Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de réduire le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut être adopté; n° 3-1145/1;
 - d) Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'augmenter la peine en cas de sévices occasionnés à un animal; n° 3-1146/1;
 - Proposition de résolution sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes; n° 3-1180/1.
- b. Débats – Auditions – Echanges de vue - Rapports annuels
- Échange de vues avec M. Bruno Tobback, ministre de l'Environnement et ministre des Pensions.
 - Échange de vues avec Mme F. Van den Bossche, ministre de l'Emploi.
 - Échange de vues avec Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale.
 - Échange de vues avec Mme Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées.
 - La politique de l'emploi du gouvernement fédéral;
 - Exposé de M. Jan Smets, vice-président du Conseil supérieur de l'Emploi, sur le Rapport 2004.
 - Exposé de M. Ch. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances, sur sa note de politique générale.
 - Échange de vues avec M. Dirk Ramaekers, directeur général, et M. Jean-Pierre Closon, adjoint, du Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé.
 - L'agenda du Conseil européen des 22 et 23 mars 2005;
 - Debriefing sur le Conseil européen des 22 et 23 mars 2005;
 - Exposé de et échange de vues avec M. Guy Verhofstadt, premier ministre.

- Les décisions du conseil des ministres du 15 avril 2005;
- Échange de vues avec Mme F. Van den Bossche, ministre de l'Emploi.
- La politique en matière de lutte contre la pauvreté;
- Échange de vues avec M. Ch. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances.
- Le rapport final de la Commission du Dialogue Interculturel;
- Échange de vues avec M. Ch. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances.
- La création d'un Conseil supérieur de Déontologie des professions des soins de santé;
- Auditions :
 - M. Jacques de Toeuf, vice-président de l'Association belge des Syndicats médicaux;
 - M. Johan Vandebreden, membre du Conseil national de la Kinésithérapie;
 - M. Paul Rabau, président du groupe de travail Éthique et Déontologie du Conseil national de la Kinésithérapie;
 - M. Koen Verhofstadt, médecin généraliste;
 - Mme Heidi Vanheusden, conseiller, et M. Jan Vande Moortel, juriste, du Nationaal Verbond der Katholieke Vlaamse Verpleegkundigen en Vroedvrouwen (NVKVV);
 - M. Yvan Ruelle, secrétaire national de la Fédération Nationale des Infirmières de Belgique, membre infirmier de la Commission Médicale Provinciale du Hainaut;
 - Mme Anne Niset, Association Francophone des Accoucheuses Catholiques;
 - Mme Myriam Van Lammeren, présidente du Conseil National des Professions Paramédicales;
 - M. Louis Heylen, membre du Bureau du Conseil National des Professions Paramédicales;
 - Mme Michèle Aerden, présidente de la Fédération Dentaire Internationale;
 - M. Daniël Van Steenberghe, professeur, chef de clinique dentisterie, KULeuven;
 - M. André Lovinfosse, directeur du département infirmier, CHR de la Citadelle;
 - prof. Jacques Debry, Multipharma scrl;
 - Mme Katleen Van Haveren, conseillère juridique, FVIB;
 - prof. Willem Betz, faculté de Médecine et Pharmacie, Vrije Universiteit Brussel.
- La politique des médicaments.
 - Auditions :
 - M. Gert Verpoote, *Universiteit Antwerpen*, détaché à l'INAMI;
 - dr. Dirk Van Duppen, auteur du livre "*De cholesteroloorlog*";

- prof. dr. Leo Neels, pharma.be;
 - M. Dirk Ramaekers, MD, PhD, directeur général du Centre fédéral d'expertise des soins de santé;
 - un représentant du Collège intermutualiste;
 - dr. Michel Vermeyleen, président du Comité d'évaluation des pratiques médicales en matière de médicaments -BVAS;
 - dr. Piet Vanden Bussche, président du Vlaams huisartsenparlement;
 - dr. Filip Babylon, Association Pharmaceutique Belge (APB);
 - M. Marc-Henry Cornely, OPHACO (Office des Pharmacies Coopératives de Belgique);
 - prof. Hugo Robays, pharmacie hospitalière;
 - M. Luc Slegers, président FEBELGEM (Fédération Belge des producteurs des médicaments génériques).
- a) Proposition de loi relative aux chiens dangereux; n° 3-127/1;
 - b) Proposition de loi créant une banque-carrefour des chiens et instituant un Conseil consultatif des chiens dangereux; n° 3-697/1;
 - c) Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en instaurant des mesures relatives aux chiens dangereux; n° 3-718/1;
- Auditions :
 - M. Redgy Vergracht, vice-président "BVHGB", responsable des écoles canines Martin Gaus Belgique;
 - M. Rudy Demeester, vétérinaire;
 - M. Danni Kerremans, avocat;
 - M. Carl Van Bael, président du Mastiff Club Belgium asbl;
 - M. Rudi Smolders, président de l'American Staffordshire Terrier Club Belgium asbl;
 - Mme Tiny De Keuster, vétérinaire comportementaliste, secrétaire de la "*European Society of Veterinary Clinical Ethology*";
 - M. Patrick De Buck, chef de corps de la police locale de la zone de police Condroz-Famenne, et M. Baudouin Leclercq, chef de corps adjoint;
 - M. Joël Dehasse, médecin vétérinaire, spécialiste en comportement et homéopathie.
 - Discussion du Premier rapport aux Chambres législatives (22 septembre 2002 – 31 décembre 2003) de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie; n° 3-864/1;
 - Audition :
 - MM. Wim Distelmans, coprésident, et Marc Englert, corapporteur de la commission.
 - La problématique du dopage dans le sport; n° 3-366/1.

- La mobilité des patients dans l'Union européenne; n° 3-578/1;
- Audition :
 - Mme Rita Baeten, sociologue, Observatoire social européen;
 - M. Alain Coheur, directeur des Affaires européennes et internationales, Union nationale des Mutualités socialistes;
 - M. Guy Durant, président du comité d'administration de l'Association belge des Hôpitaux, administrateur général des Cliniques universitaires Saint-Luc.
-

- Proposition de résolution visant à reconnaître les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées en Belgique les personnes âgées gay, lesbiennes et bissexuelles; n° 3-703/1;
- Échange de vues avec M. Ch. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances, et avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;
- Auditions :
 - M. Roger Van Loon, De Roze Rimpel;
 - Mme Marie-Jeanne Wesemael, Vieux rose;
 - M. Alexis Dewaele, Steunpunt Gelijkekansenbeleid, Onderzoekscel holebi's;
 - M. Henry Horny, Gays et Lesbiennes Francophones;
 - Mme Chris Paulis, docteur en anthropologie sociale, ULg.
- Commission nationale d'Evaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse (loi du 13 août 1990); n° 3-836/1;
 - Échange de vues avec MM. Van Orshoven et Messinne, coprésidents de la Commission nationale, et Mme Dehaene, future coprésidente de la Commission nationale.
- La politique en matière de soins psychiatriques; n° 3-897/1;
- Proposition de loi visant à abroger l'article 76 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; n° 3-984/1;
 - Échange de vues avec M. Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État à la Simplification administrative, et avec M. Charles Vranckx, médecin-inspecteur général au Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'INAMI.
 - Auditions :
 - M. Mario Alloing, chef d'administration, Service des soins de sante, INAMI;
 - M. Jacques Van Hove, président de *la Vlaamse Beroepsvereniging voor Zelfstandige Verpleegkundigen v.z.w. (VBZV)*;
 - M. L. Dieleman, Fédération Nationale de Docteurs et Licenciés en Kinésithérapie a.s.b.l. (FNDLK);
 - Mme Miet Mertens, *Vlaams Kinesitherapeuten Verbond (VKV)*.
- Proposition de loi visant à encadrer la surveillance des travailleurs par l'utilisation du système de monitoring associé au système de navigation GPS sur les véhicules de service, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée; n° 3-1044/1;
 - Échange de vues avec Mmes Ingrid Korten et Nathalie Lacoste, conseillères juridiques près la Commission de la protection de la vie privée.
-

- Proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée; n° 3-1067;
 - Auditions :
 - professeur Yvon Englert, chef du Service de Gynécologie-Obstétrique Hôpital Erasme, ULB;
 - professeur Cathérine Sibille, Centre de génétique médicale, UCL;
 - professeur Marc Abramowicz, Génétique médicale, Campus hospitalo-universitaire d'Anderlecht, ULB.

- Proposition de loi réglant l'examen post-mortem; n° 3-1079/1;
 - Audition :
 - dr. Wim Van de Voorde, chef du *Centrum Forensische Geneeskunde, UZ-KULeuven*;
 - dr. Miriam Marichal, *Forensische Geneeskunde, AZ VUB*;
 - dr. Karen Pien, service Anatomie pathologique, *AZ VUB*;
 - dr. F. Bonbled, Laboratoire de Médecine légale, Cliniques Universitaires Saint-Luc UCL;
 - dr. Isabelle Salmon, chef de service Anatomie pathologique, Hôpital Erasme;
 - dr. Jean-Pol Beauthier, service *Forensic Pathology*, ULB;
 - dr. Jacques Rahier, service Anatomie pathologique, Cliniques Universitaires Saint-Luc UCL.

- Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, en vue d'instaurer l'interdiction de fumer dans les restaurants et cafés; n° 3-1080/1;
 - Audition :
 - M. Johan Carton, directeur Ernst & Young;
 - M. Luk Joossens, expert en prévention du tabagisme, Fondation contre le Cancer, Fondation d'utilité publique;
 - M. Jacques Prignot, professeur émérité de pneumologie, UCL, FARES (Fonds des Affections Respiratoires);
 - M. Erik Sclep, head of corporate & regulatory affairs, British American Tobacco Belgium;
 - M. M. Frydman, professeur, Université de Mons;
 - M. Peter Tulkens, conseiller de la Belgian Tobacco Vending Association (BTVA);
 - M. Jacques Dumont, licencié en éducation pour la santé, tabacologue, ULB;
 - M. Jan De Haes et Mme Yvette Mooten-Essikov, représentant de l'Horeca belge;
 - M. Erwin De Clerck, Vlaamse Liga tegen Kanker.

c.

d. Divers (voyages, visites, rencontres)

- Voyage d'étude en Turquie

Une délégation de huit membres de la Commission des Affaires sociales a entrepris, du lundi 27 septembre au samedi 2 octobre 2004 inclus, à l'invitation de la « Grande Assemblée nationale » de Turquie, un voyage d'étude en Turquie, en particulier dans les villes d'Istanbul (27 et 28 septembre et 1er octobre) et d'Ankara (29 et 30 septembre).

Ce voyage d'étude avait pour but de se familiariser quelque peu avec le système de sécurité sociale, le système des soins de santé et le régime des allocations de chômage et de pension en Turquie, ainsi qu'avec les dispositifs sociaux existant dans ce pays, d'une manière générale. Durant ce voyage, une attention particulière a également été accordée, bien évidemment, à la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne, à propos de laquelle la Commission européenne a publié un rapport le 6 octobre 2004 et qui a fait l'objet d'une décision de principe du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement le 17 décembre 2004.

- Voyage d'étude à Singapour et en Nouvelle-Zélande

Une délégation de cinq sénateurs de la Commission des Affaires sociales du Sénat a effectué du samedi 26 février au dimanche 6 mars derniers un voyage à Singapour et en Nouvelle-Zélande afin d'y étudier la politique menée dans le domaine des soins de santé en général, et des médicaments en particulier. Ce voyage d'études s'inscrivait dans le prolongement des auditions que la commission a organisées sur ce même thème le 25 janvier dernier, conjointement avec les commissions compétentes de la Chambre, et s'inscrivait dans le cadre des travaux préparatoires de la discussion du projet de loi relatif à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, qui a été déposé du ministre de la Santé publique, M. Demotte. Le rapport de ce voyage d'étude sera prochainement publié en même temps qu'une étude comparative sur l'impacte économique en matière des soins de santé.

- Débat sur le dopage dans le sport – 12 avril 2005.

- Rencontre de M. Zhenhua Xie, ministre de la *State Environmental Protection Administration* de la République populaire de Chine.

7.

8. Commission spéciale “Mondialisation”

Président : M. Pierre Galand.

a. Débats, auditions et formulation de recommandations

La commission s’est penchée sur deux thèmes majeurs, en étroite collaboration avec la commission spéciale « Mondialisation » de la Chambre des représentants. Il s’agit des objectifs du millénaire (n° 3-603/1 e.s.) et le commerce équitable (n° 3-867/1) :

- Les objectifs du millénaire; n° 3-603/1.- Auditions :
 - M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au Développement ;
 - M. Bruno van der Pluijm, premier secrétaire à la Représentation permanente de la Belgique auprès des Nations Unies à New York ;
- Le commerce équitable; n° 3-867/1.- Auditions :
 - M. Denis Lambert, représentant de "Magasins du Monde - Oxfam" ;
 - M. Miguel De Clerck, directeur de "Max Havelaar België" ;
 - M. Benoît Olivier, directeur de "Miel Maya Honing" ;
 - M. Johan Elsen, secrétaire général de "Oxfam Wereldwinkels" ;
 - M. Lawrence Watson, consultant indépendant pour le développement du commerce équitable ;
 - M. Yves Windelincx, directeur général de l'Office national du Ducroire ;
 - M. Daniel Van Daele, secrétaire fédéral de la FGTB ;
 - M. Paul Blanjean, représentant de la CSE ;
 - M. Samuel Poos, représentant du Centre Fair Trade ;
 - Mme Els Van Weert, secrétaire d'Etat au Développement durable et à l'Economie sociale ;
 - M. Xavier Ury, vice-president Procurement, Development & Industrial du groupe Delhaize BeGeLux ;
 - M. Maurice Piraux, responsable des études de marché chez Test-Achats ;
 - M. Jerry Crombez, représentant d'UNIZO.

La commission a participé aux travaux de son homonyme de la Chambre des représentants sur les dossiers suivants :

- Les paradis fiscaux n° 3-1029/1.- Auditions :
 - M. Richard Murphy, "director Tax Research Limited", Royaume-Uni ;
 - M. Bruno Gurtner, économiste en chef, Coalition suisse des Organisations pour le Développement ;
 - professeur dr. F. Vanistendael et de M. S. Vanoppen, Institut de Droit fiscal, Faculté de droit, KULeuven ;
 - M. Michel Van den Abeele, représentant de la Commission européenne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);
 - M. Sven Giegold, chercheur "Tax Justice Network" ;
 - M. Jean-Claude Delepière, président de la Cellule de Traitement des Informations financières (CTIF), sur la lutte contre le blanchiment d'argent;
 - M. Frank Demets, journaliste au Knack Magazine ;
- Le point de vue de la Banque Centrale Européenne (BCE) sur la loi belge relative à la Taxe Tobin.- Auditions :
 - M. Lieven Denys, professeur de droit fiscal à la VUB ;
 - M. Peter Wahl, membre de l'ONG allemande "WEED" (spécialisé notamment dans la problématique de la Taxe Tobin).

b. Visites - Rencontres

- M. Guido Schmidt-Traub, Policy Advisor at the UN Millenium Project, dans le cadre du débat sur les objectifs du millénaire (17 janvier 2005);
- le docteur Ousmane Sy, ministre du Mali de l'Administration territoriale et des Collectivités locales, lauréat du Prix de la Fondation Roi Baudouin pour le Développement (2 mai 2005);
- le Cardinal Oscar Rodriguez Maradiaga du Honduras et l'Archevêque Berhaneyesus D. Souraphiel d'Ethiopie, dans le cadre de la mission CIDSE auprès du G 8, en appui des objectifs du Millénaire pour le développement (30 mai 2005);
- M. Zhenhua Xie, ministre de la State Environmental Protection Administration de la République populaire de Chine (14 juin 2005) ;
- M. Vikram Nehru, directeur du département " Dette " de la Banque mondiale (14 juin 2005).
- Dans le cadre de l'*Africa Malaria Day* (25 avril 2005) :
 - le docteur Fatoumata Nafu, ancienne ministre du Mali et directrice de la section Roll Back Malaria, OMS;
 - le docteur Christopher Hentschel, executive director Medicines for Malaria Venture (MMV);

- le professeur Marc Coosemans, chef du service Parasitologie de l'Institut de Médecine Tropicale Prince Léopold, Anvers (IMT);
- le docteur Jan Van Erps, senior adviser, Roll Back Malaria Partnership, OMS.

c. Colloque

La commission a organisé, le 7 mars 2005, un colloque sur l'avancement de l'implémentation par les pays-membres de l'ONU et de la Belgique en particulier des Objectifs du Millénaire pour le Développement. A cette occasion, Mme Eveline Herfkens, envoyée spéciale de M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, est intervenue.

9. Groupe de travail "Bioéthique"

Président : M. Patrik Vankrunkelsven.

a. Législation

1. *Propositions de loi en discussion*

- Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation; n° 3-97/1;
- a) Proposition de loi relative aux mères porteuses; n° 3-417/1;
- b) Proposition de loi réglementant la maternité de substitution; n° 3-1230/1;
- c) Proposition de loi relative aux mères porteuses; n° 3-1271/1;

2. *Avis adoptés*

- Proposition de loi relative au diagnostic prénatal et au diagnostic préimplantatoire; n° 3-416/1;
- Proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée; n° 3-418/1;
- a) Proposition de loi réglant la collecte, la conservation et la communication des informations relatives au don de gamètes; n° 3-559/1;
- b) Proposition de loi réglementant la collecte, la conservation et l'implantation des cellules humaines ainsi que la gestion des informations les concernant; n° 3-1011/1;

b. Débats – Auditions – Échanges de vues

- Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation; n° 3-97/1;
- Auditions :

- M. Gerrit Rauws, directeur à la Fondation Roi Baudouin;
 - professeur Christine Verellen, chef de clinique, Unité de génétique médicale, UCL;
 - M. Gerd Verschelden, *Universiteit Gent*;
 - professeur Jean-Jacques Cassiman, chef de service du *Centrum Menselijke Erfelijkheid, KULeuven*.
- Proposition de loi relative au diagnostic prénatal et au diagnostic préimplantatoire; n° 3-416/1;
- Auditions :
 - prof. Marleen Temmerman et du prof. Petra De Sutter, *UZGent*;
 - prof. Eric Legius, département de génétique humaine, *K.U.Leuven*;
 - prof. Ingeborg Liebaers, service de génétique médicale, *Vrije Universiteit Brussel*;
 - prof. Yves Gillerot, Centre de Génétique Médicale de Loverval.

-

- Proposition de loi relative aux mères porteuses; n° 3-417/1;
 - Auditions :
 - Mme Sylvia Dermout, gynécologue, *Zaans Medisch Centrum*, Pays-Bas ;
 - Mme Micheline Roelandt, psychiatre, présidente du Comité consultatif de bioéthique;
 - M. Léon Cassiers, professeur émérite de l'Université Catholique de Louvain, membre du Comité consultatif de bioéthique;
 - M. Freddy Mortier, doyen de la faculté de Philosophie et Lettres de l'*Universiteit Gent*, membre du Comité consultatif de bioéthique.
 - prof. Annick Delvigne, département Gynécologie-Obstétrique du C.H.U. Saint-Pierre à Bruxelles.
- Proposition de loi réglant la collecte, la conservation et la communication des informations relatives au don de gamètes; n° 3-559/1;
 - Audition :
 - prof. dr. Anne Brewaeys, psychologue, *Polikliniek Fertiliteit, Universitair Medisch Centrum, Leiden*.

9. Groupe de travail “**Viellissement de la population**”

Présidente : Mme Christel Geerts.

En application de l’article 26 du Règlement du Sénat, un groupe de travail “Viellissement de la population” a été créé, le 29 janvier 2004, qui a pour mission de rendre un avis sur des propositions de loi, lorsqu’une commission en fait la demande. Le groupe de travail, qui s’est réuni une première fois le 18 mars 2004, peut également traiter des thèmes de sa propre initiative mais ne peut cependant voter des projets ou propositions de loi, ni des amendements.

- La problématique de la fin de carrière dans le secteur privé et public; nr. 3-886/1;
- Auditions :
 - de M. Jan Gysen, administrateur général, et M. Nicolas Jeurissen, administrateur général adjoint, ONSSAPL;
 - du lieutenant-colonel administrateur militaire Ariane Vandenberghe, chef de service SPF "Défense", et Mme Katrien Geernaert, directeur, membre de la cellule politique du ministre de la Défense;
 - Mme Alice Baudine, directrice Fonction publique, cellule stratégique du ministre de la Fonction publique;
 - Mme Kirsten O, conseiller à la direction du service juridique, le contentieux et les statuts de la Police fédérale;
 - M. Mark Suykens, directeur de la Vlaamse Vereniging voor Steden en Gemeenten (VVSG);
 - M. Dirk Antonissen, administrateur délégué, et Mme Sofie Taeymans, ISW s.a.;
 - MM. Herwig Stalpaert, conseiller "Conditions de travail" à la direction générale SPF "Organisation et Personnel", et M. Erwin De Buyser, directeur à l'Administration des Pensions;
 - M. Frank Lierman, chef du service d'études Dexia, et M. Mick Daman, dirigeant et membre du comité de direction Dexia Insurance Belgium, sur le projet "Silver";
 - Mme Anne-Marie Halin, service "Indemnités", INAMI;
 - M. Jul Geeroms, secrétaire de la OOK (Ouderen Overleg Komitee);
 - M. Christian Dhanis, président de CAS (Coordination des Associations de Seniors asbl);
 - M. Louis Noël, président de la Fédération des Préretraités et Retraités;
 - M. Francis Féraux, Mme Martine Croisiau et M. Didier van der Meersch (représentants de Seniorflex asbl) ;
 - Mme Bea Cantillon, directeur du Centrum voor Sociaal Beleid, Universiteit Antwerpen;
 - M. Robert Plasman, directeur du Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (DULBEA);
 - professeur dr. Sergio Perelman, ULg, et de M. Eric Bonsang, ULg;
 - dr. Roland Vanden Eede, président de l'Association Belge de Médecins du Travail;
 - Mme Sonja Kohnenmergen, conseillère à la FEB;
 - M. Gilbert De Swert, chef du Service d'études de la CSC;
 - Mme Celien Vanmoerkerke, conseillère au service d'Études sociales de la FGTB;

- M. Bernard Noël, Secrétaire national du CGSLB;
- Mme Anne Himpens, coordinatrice du Fonds de l'expérience professionnelle du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale;
- M. Ralf Jacob, chef d'équipe E/4 "Pensions et Santé", directorat Protection Sociale et Intégration Sociale, directorat général pour l'Emploi et les Affaires Sociales de la Commission Européenne;
- Mme Anne Vanderstappen, conseillère "Affaires Sociales", service d'étude d'UNIZO;
- M. Pierre Colin, secrétaire général de l'Union des Classes Moyennes;
- M. Hans Suijkerbuijk, directeur RH, Kenniscentrum SD Worx;
- M. Marc Embo, auteur du concept skill-pooling, et de M. André Van Meervenne, administrateur, t-groep sa;
- M. Herwig Muyltermans, directeur général, Federgon;
- M. Marc Boumans, directeur RH, Egemin;
- M. Marc De Vos, professeur, unité de Droit social Universiteit Gent - avocat au barreau de Bruxelles

Le groupe de travail discutera à partir de la deuxième quinzaine du mois de septembre 2005 d'une proposition de recommandations qui sera formulée par les rapporteurs Mme Jihane Annane, M. Stefaan Noreilde et Mme Erika Thijs.

10. Groupe de travail « Espace »

Président : M. François Roelants du Vivier

Le Sénat a créé, le 3 février 2004, le groupe de travail “Espace”, qui succède à un groupe de travail qui avait été créé le 13 juillet 2000 à l’initiative du président, M. Armand De Decker.

Le groupe de travail dépend formellement de la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat, mais jouit d’une large autonomie. Tout cela fait de ce groupe de travail un organe qui associe à ses activités, outre les membres qui le composent, des représentants des institutions européennes concernées, des pouvoirs publics fédéraux, du monde scientifique et du secteur industriel. Les membres belges du Parlement européen participent également aux travaux. Le Comité d’avis pour les questions scientifiques et technologiques de la Chambre des représentants participe lui aussi aux activités. Le groupe de travail s’inscrit dans le cadre du rôle du Sénat en tant que Chambre de réflexion.

En vue de rassembler les informations nécessaires sur les développements dans ce secteur, les personnes suivantes ont été entendues à la faveur d’auditions :

- M. Noël Parmentier (*Vlaamse Ruimtevaart Industriëlen*), MM. Michel Gillard et Michel Stassart (Wallonie Espace), M. Remo Pellichero (Bruspace) et M. Paul Verhaert (Belgospace), sur l’industrie spatiale belge, le 8 juillet 2004;
- M. Marc Verwilghen (ministre de l’Économie, de l’Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique), au sujet des priorités de la politique spatiale belge, le 16 décembre 2004;
- M. André Flahaut (ministre de la Défense), au sujet de la participation belge au projet Hélios II et sur le rôle de la navigation spatiale pour la politique européenne de sécurité et de défense, le 13 janvier 2005;
- M. Jean-François Mayence (Politique scientifique fédérale, division « Recherches et applications spatiales »), sur la coopération bilatérale de la Belgique en matière spatiale, les dossiers législatifs actuels en matière spatiale et la répartition des compétences entre les autorités fédérales et régionales en matière spatiale, le 10 mars 2005.

Des rencontres ont été organisées avec :

- M. Harold D. Melvin, NASA – Astronaute, au Sénat, le 12 octobre 2004;
- Les représentants de « Arianespace », au Sénat, le 14 octobre 2004.

Des membres individuels ont représenté le groupe de travail lors de plusieurs conférences et événements, parmi lesquels :

- “la présentation d’un système d’observation de la Terre à partir d’avions sans pilote, Metropolis, Anvers, 7 juin 2004;
- “Mars : l’exploration en action”, exposé de M. Francis Rocard (astrophysicien au CNES), CLORA, Bruxelles, 9 juin 2004;
- “L’Europe dépense-t-elle trop dans la recherche scientifique ? Aller sur Mars : vouloir la lune ?”, EBI, Bruxelles, 24 juin 2004, avec une contribution du président du Groupe de travail, M. François Roelants du Vivier;
- l’inauguration de la nouvelle zone extérieure et de trois expositions thématiques sur Keo, Rosetta et Hubble, Euro Space Center, Redu, 2 juillet 2004;

- la conférence de presse à l'occasion de la présentation de Proba 2, Diamant Building, Bruxelles, 15 septembre 2004;
- le “*Fifth European Space Policy Workshop : Space Science and Exploration*”, House of Chièvres, Louvain, 30 septembre 2004;
- le symposium “*Space serving education*”, à l'occasion des dix ans de l'*Euro Space Foundation*, Palais des Académies, Bruxelles, 12 octobre 2004;
- la présentation du livre “*Une odysée de l'espace, les Belges dans les étoiles*”, Planétarium, Bruxelles, 18 octobre 2004;
- la “Roundtable : Space and Security in Europe”, New Defence Agenda, Bibliothèque Solvay, Bruxelles, 6 décembre 2004;
- la célébration des 10 ans d'EREA, “Association des établissements de recherche européens en aéronautique”, Hôtel Crowne Plaza, Bruxelles, 16 décembre 2004;
- l'« atterrissage » de la sonde spatiale Cassini-Huygens sur Titan, ESA – ESOC, Darmstadt (Allemagne), 14 janvier 2005;
- “*Earth & Space Week*”, Cinquantenaire, Bruxelles, 12 – 20 février 2005;
- la Table ronde sur le thème « Espace et enseignement », Fonds Prince Philippe, Cinquantenaire, Bruxelles, 18 février 2005;
- la Conférence sur Mars, l'ESA et la recherche scientifique, Université de Namur, Namur, 21 février 2005;
- “Space reaching out to business : space marketing campaigns promoting new business opportunities offered by ESA and the ISS”, VUB Jr Campaign Contest, Bruxelles, 20 avril 2005;
- “Military Space : Questions in Europe”, AAAF, Paris (France), 25 – 27 avril 2005;
- “European Space Technology Transfer Forum”, représentation permanente Baden-Württemberg, Bruxelles, 26 – 27 avril 2005;
- “Autonomie stratégique de l'Union européenne : ambitions et limites”, École militaire, Paris (France), 10 mai 2005;
- la présentation de l'exposition “Entre ciel et Terre – 175 ans de science de la Terre et de l'Univers en Belgique”, Planétarium, Bruxelles, 13 mai 2005;
- “Vers une nouvelle Europe spatiale – *Moving towards a New Space Policy in Europe*”, Fondation Robert Schuman, Paris (France), 17 juin 2005 (dans le cadre de la 7^e Conférence interparlementaire européenne sur l'Espace, 15 – 18 juin 2005).

Les visites suivantes ont été organisées :

- visite du “2004 Farnborough International Air Show”, qui s'est tenu à Farnborough (Royaume-Uni), les 21 et 22 juillet 2004;
- visite de l'Institut d'aéronomie spatiale de Belgique à Uccle, le 4 février 2005;
- visite du “Centre Spatial de Liège”, le 18 mars 2005;

- visite de Verhaert Design & Development à Kruibeke, le 15 avril 2005;
- visite d'Alcatel – ETCA à Charleroi, le 22 avril 2005;
- visite d'IMEC à Louvain, le 29 avril 2005;
- visite des installations de l'Agence spatiale européenne et de l'“Euro Space Center” à Redu, en présence du ministre Marc Verwilghen, le 9 mai 2005.

Le groupe de travail représente le Sénat de Belgique à la Conférence interparlementaire européenne sur l'Espace (CIEE). Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération au sein duquel les groupes parlementaires sur l'espace de Belgique, d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Espagne et du Royaume-Uni sont représentés. Créés en 1999, ces groupes se réunissent tous les six mois pour discuter la politique spatiale européenne.

Dans le cadre de la CIEE, une délégation du groupe de travail a participé à la 6e Conférence interparlementaire à Madrid (8 - 11 novembre 2004). La septième conférence interparlementaire s'est ensuite tenue à Paris du 15 au 18 juin 2005. Des réunions préparatoires de la délégation belge ont été organisées les 19 mai et 9 juin 2005.

Le groupe de travail "Espace" du Sénat de Belgique assumera en 2006 la présidence de la Conférence interparlementaire européenne sur l'Espace.

Une réunion des présidents des délégations nationales de la CIEE a été convoquée le 21 juillet 2004 à Farnborough. Une nouvelle réunion s'est tenue à Bruxelles le 18 février 2005.

En application des décisions prises durant les réunions de la CIEE qui se sont tenues à Londres (2002) et à Berlin (2003) et consécutivement à la réunion des présidents des délégations nationales du 5 février 2004, le secrétariat provisoire de la CIEE a été constitué le 11 mars 2004 au Sénat. Ce secrétariat a pour mission de coordonner et de préparer les travaux de la Conférence.

11. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes

Présidente : Mme Fatma Pehlivan.

a. Avis et recommandations concernant

- 49e session de la Commission des Nations-Unies sur la Condition de la Femme (Pékin +10) : Review and appraisal of the Beijing Declaration and Platform for Action and the Outcome document of the twenty-third Special Session of the General Assembly, New-York, 28 février - 11 mars 2005; n° 3-996/1.

b. Auditions

- de M. Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances, sur son programme en matière d'égalité des chances pour l'année 2005.

c. Divers (conférences, visites, rencontres)

- Séminaire en commémoration de la manifestation féministe du 21 décembre 1934 contre les mesures prises par le gouvernement pour réduire le travail des femmes (13 décembre 2004);

- Neuvième conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les Etats membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC), La Haye, 4-5 novembre 2004;
- Voyage d'étude à New-York, à l'occasion de la 49e session de la Commission des Nations-Unies sur la Condition de la Femme (Pékin +10) : Review and appraisal of the Beijing Declaration and Platform for Action and the Outcome document of the twenty-third Special Session of the General Assembly, New-York, 28 février - 11 mars 2005;
- Rencontre avec Mme Bianca Fernandez Montenegro et Mme Ivonne Macassi Leon, respectivement directeur et administrateur de l'ONG péruvienne "Flora Tristan";
- Rencontre d'une délégation de femmes iraniennes;
- Rencontre d'une délégation de femmes parlementaires congolaises.

12. Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.

Président de la délégation du Sénat : M. Philippe Mahoux.

a. Suivi des questions européennes

- Échanges de vues avec le Premier ministre avant et après chaque réunion du Conseil européen; n^{os} 3-949, 3-973, 3-1109, 3-1262.
- Échange de vues avec M. Didier Donfut, secrétaire d'État aux Affaires européennes, sur l'état de la transposition des directives européennes en droit belge; n° 3-998.
- Audition sur la *mobilité des patients dans l'Union européenne*; n° 3-578 :
 - de Mme Rita Baeten, sociologue, Observatoire social européen;
 - de M. Alain Coheur, directeur des Affaires européennes et internationales, Union nationale des mutualités socialistes;
 - de M. Guy Durant, président du conseil d'administration de l'Association belge des hôpitaux, administrateur général des Cliniques universitaires Saint-Luc.
- La problématique de *l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne* :
 - échange de vues avec M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères;
 - auditions de :
 - M. Elmar Brok, président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen;
 - M. Bronislaw Geremek, membre du Parlement européen;
 - M. Martin Harvey, chef d'unité f.f. de la DG Élargissement de la Commission européenne;
 - Mme Jenny Vanderlinden, représentante d'Amnesty International;
 - M. Luc Delvaux, general manager chez Fortis;
 - M. Robert Anciaux, professeur à l'ULB;
 - S. E. M. Erkan Gezer, ambassadeur de la République turque.
- Auditions sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe :
 - de MM. Jo Leinen, Richard Corbett et Inigo Mendez de Vigo, membres du Parlement européen (n° 3-219/6);
 - de M. Xavier Demoulin, directeur général, DG Affaires européennes au SPF Affaires étrangères;
 - du Professeur Jean-Victor Louis, Institut d'Études européennes, ULB;
 - de M. Paul Rietjens, juriconsulte de la représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne;
 - de M. Koen Lenaerts, juge à la Cour de justice des Communautés européennes.

- Échange de vues avec M. Jan De Bock, représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne, et Mme Geneviève Tuts, représentante permanente adjointe, sur le programme législatif et le programme de travail de la Commission européenne pour 2005; n° 3-1119.
 - Entretien préliminaire sur la procédure de subsidiarité prévue par le projet de Constitution européenne.
- b. Visites et rencontres
- Rencontre d'une délégation de la commission des Affaires européennes du Sénat de la République tchèque.
 - Participation à la Conférence semestrielle des commissions des Affaires européennes des parlements de l'Union européenne, COSAC (voir point VI.5).
 - Des membres du comité d'avis fédéral ont régulièrement participé à des réunions de commissions du Parlement européen
- c. Divers
- Entretien avec M. Hamid Karzaï, président de la République islamique d'Afghanistan.

13. Commission chargé du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité

Présidente : Mme Anne-Marie Lizin.

Réunions à huis clos

- .1 - Financement du terrorisme;
- .2 - Listes d'organisations terroristes;
- .3 - Colloque « La régulation du droit dans la sphère de la lutte contre le terrorisme international et l'harmonisation des législations nationales », en collaboration avec le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de Russie, Sénat de Belgique, 25-26 octobre 2004.- Déclaration cummune;
- .4 - Enquête de contrôle de la manière dont les services de renseignements traitent des données personnelles à propos d'une personne suspectée de soutenir des activités terroristes.- Exposé par le Comité R.-Échange de vues;
- .5 - Discussion d'une enquête de contrôle;
- .6 - Enquête sur la situation et le fonctionnement du service "sécurité" du SGRS;
- .7 - La problématique de l'échange d'information entre les services de renseignements et les parquets;
- .8 - Les recrutements complémentaires de la Sûreté de l'État;
- .9 - Budget 2005, engagement du personnel par le Comité permanent R;
- .10- Réunion avec le Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité R);
- .11- Audition de représentants de l'Administration des Douanes et Accises du SPF Finances;
- .12- Journée d'étude "Le Rôle des Organisations Internationales dans la Lutte contre le Terrorisme", en collaboration avec le World Anticriminal and Antiterrorism Forum (WAAF), Sénat de Belgique, 17 mai 2005;
- .13- Séminaire sur la genèse et la mise en oeuvre des listes terroristes, Sénat de Belgique, 12 juillet 2005.
- .14

.15 Avec la Commission spéciale chargée de l'accompagnement parlementaire du Comité permanent de contrôle des services de la police de la Chambre des représentants

.16 Réunions à huis clos

.17- Séminaire « La protection du potentiel scientifique et économique de la Belgique », Sénat de Belgique, 3 décembre 2004;

.18- Examen en vue de rendre un avis :

.19a) Projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité; n° 3-1075.-

.20b) Projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité; n° 3-1076.-;

.21- Examen du Rapport d'activités 2004 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité; n° 3- 1231/1 :

.22 Examen en présence des membres du Comité permanent;

- Échange de vues avec M. Koenraad Dassen, Administrateur général de la Sûreté de l'État;

.23- Rapport général d'activités 2004 du Comité permanent de contrôle des services de police.

.24 Avec la Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives

.25 Les services des renseignements privés.

.26 Audition avec le Comité permanent de contrôle des services de renseignements.

Voyages

Voyage d'études à Washington, 3-6 avril 2005

14. Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques

Présidente : Mme Anne-Marie Lizin.

0Aperçu des travaux

- .271. Élection du Parlement européen du 13 juin 2004
- .28. Contrôle, entre autres sur la base de l'avis de la Cour des comptes, des rapports des présidents des bureaux électoraux principaux sur les dépenses électorales et l'origine des fonds des partis politiques et des candidats individuels. La commission a approuvé tous les rapports. Elle a porté plainte auprès des parquets compétents contre dix candidats qui, malgré des sommations répétées les invitant à se conformer à la loi, n'ont pas respecté leur obligation de déclaration; n° 3-1263/1.
- .292. Contrôle des dons enregistrés de 125 euros et plus qui ont été faits pendant la période de 1999 à 2004 par des personnes physiques à des partis politiques et leurs composantes, des listes, des candidats et des mandataires politiques
- 1999 à 2002
Le rapport a été approuvé.
 - 2003
L'examen a été clôturé.
 - 2004
L'examen a été entamé.
- .303. Contrôle, entre autres sur la base de l'avis de la Cour des comptes, des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes
- Exercice 2003
Les rapports financiers de neuf partis ont été approuvés. Le parti Groen ! qui avait déposé son rapport tardivement, ne pouvait être sanctionné dans l'état actuel de la législation. La Commission de contrôle estime qu'il y a lieu d'envisager une modification de la loi permettant d'imposer une sanction aux partis ne bénéficiant plus de la dotation, pour un défaut de dépôt ou un dépôt tardif de leur rapport. La commission a décidé à l'unanimité que l'absence du rapport financier du parti FN entraîne pour ce parti la perte de la dotation légale pendant une période de trois mois, à savoir de novembre 2004 jusqu'à janvier 2005 ; n°s 3-676/1-4.
 - Exercice 2004
La commission a entamé l'examen des rapports financiers; n°s 3-1172/1-2.
- .314. Contrôle des communications officielles des autorités publiques en vertu de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques
- Examen d'environ 40 notes de synthèse déposées par les présidents de la Chambre et du Sénat et par des membres du gouvernement fédéral.

.32

.335. Échanges de vues

.34 Portée de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.-

Avis au ministre fédéral de l'Intérieur sur une demande du ministère de la Communauté flamande.

.35 Paiement de la dotation légale à un parti politique - Contrôle du respect des conditions d'octroi.-

La commission a décidé que la dotation serait versée jusqu'à nouvel ordre au parti FN sous réserve d'une décision éventuelle de sa part imposant le remboursement du montant payé sur la base d'un constat ultérieur du non-respect des conditions légales d'octroi.

III. Commission parlementaire de concertation

Présidents: Mme Anne-Marie Lizin et M. Herman De Croo.

Cette commission, composée paritairement de sénateurs et de députés, s'est réunie **11** fois.

Ces réunions ont été consacrées essentiellement à la détermination ou à la prorogation des délais d'évocation et d'examen, conformément aux articles 80 à 82 de la Constitution et à l'article 2, 1° à 4°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation.

La commission a été invitée, à **46** reprises, à déterminer le délai d'évocation et le délai d'examen pour le Sénat après que le gouvernement avait demandé l'urgence au moment du dépôt d'un projet. En outre, elle a dû examiner **17** demandes de prorogation du délai d'examen pour des projets dont le Sénat (**7**) ou la Chambre des représentants (**10**) avait été saisi¹.

Bien que la commission n'ait pas eu à régler de conflits de compétences formels, la discussion d'une demande d'urgence a donné lieu, à **2** reprises, à une « requalification » (partielle) du projet examiné². Il y a également eu 4 autres décisions remarquables en ce sens que, parce qu'elle était insatisfaite du cours des choses³, la commission a préféré ne pas donner suite à la demande d'écourter le délai d'évocation et d'examen dont dispose le Sénat.

Enfin, la commission est restée l'enceinte par excellence où la Chambre et le Sénat s'informent mutuellement des initiatives envisagées en matière de procédure législative et se mettent d'accord sur le calendrier parlementaire.

¹ Dans 9 de ces 10 cas, la commission a dû, à strictement parler, fixer un nouveau délai d'examen, la Chambre ayant laissé passer le délai initial de 60 jours.

² La qualification du projet de loi modifiant l'article 57/12 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (doc. n° 3-1005) a été modifiée intégralement par la commission. Concernant le projet de loi relatif à la procédure par voie électronique (doc. Chambre, n° 51-1701), la commission a décidé que la Chambre devait retirer du projet une série de dispositions devant être qualifiées comme relevant de la procédure bicamérale.

³ La commission a exprimé son mécontentement sur le fait qu'au moment où elle délibérait sur la demande, la Chambre avait déjà transmis un projet, sur la procédure législative suivie par le gouvernement, ou sur l'absence d'un représentant du gouvernement pour commenter la demande d'urgence.

IV. Règlement

Au cours de la session 2004-2005, une seule proposition de révision du règlement du Sénat a été adoptée, à savoir celle insérant un article *73bis* relatif aux débats d'actualité (doc. Sénat, n° 3-986).

L'objectif est de dynamiser la traditionnelle heure des questions. Lorsque trois questions orales sont posées sur un même sujet, le bureau peut décider d'y consacrer un débat d'actualité.

Outre les auteurs des questions orales, un sénateur de chaque groupe politique autre que ceux dont font partie les auteurs peut encore prendre la parole. Le temps de parole est limité et tous les intervenants prennent la parole de leur place.

Le régime nouveau relatif aux débats d'actualité ne porte pas préjudice aux dispositions de l'article 20 du règlement qui règle la fixation de l'ordre du jour de la séance plénière. Le Sénat conserve donc la faculté de consacrer à tout moment et sans délai une discussion à un problème actuel ou urgent, qu'il y ait eu ou non trois questions orales sur le sujet en question.

Actuellement, dix-neuf propositions de révision du règlement du Sénat sont encore pendantes.

V. Assemblées internationales

1. Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux se compose de 49 parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois. La délégation du Sénat au Conseil du Benelux est composée des sénateurs Happart, Willems et Talhaoui. Le sénateur Van den Brande fait également partie du Conseil du Benelux, mais en sa qualité de membre du Parlement flamand.

En 2003 et 2004, le Conseil du Benelux a été présidé par M. Happart, auquel a succédé entre-temps M. de Nerée tot Babberich, membre de la Deuxième Chambre néerlandaise.

La coopération interparlementaire dans le cadre du Benelux porte essentiellement sur les points suivants : la coopération politique et la concertation entre les trois pays du Benelux sur les questions européennes et étrangères, le fonctionnement de l'Union économique du Benelux, la coopération transfrontalière, la coopération culturelle et la coopération en matière d'enseignement.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil du Benelux a évidemment suivi de près l'évolution de la réforme des institutions de l'Union européenne et du processus d'élargissement de l'Union. Il s'est en outre penché sur des sujets spécifiques, tels que la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure au sein de l'Union européenne et en matière de lutte contre le terrorisme.

En ce qui concerne les questions européennes et la politique extérieure, le Conseil du Benelux œuvre en faveur d'une concertation permanente entre les gouvernements du Benelux et d'une prise de position commune sur la scène internationale.

Pour ce qui est de la collaboration interne au sein du Benelux, le Conseil et ses commissions permanentes se sont intéressés à des questions tant économiques que non économiques.

Ils se sont ainsi penchés sur la libéralisation du marché de l'énergie et des télécommunications, sur la maîtrise de la consommation d'énergie et les énergies renouvelables, sur l'immatriculation des véhicules à moteur et les plaques « marchand » et de transit, ainsi que sur l'importance économique du tourisme pour les trois pays. Le Conseil a également suivi attentivement l'évolution de plusieurs dossiers de grandes infrastructures, comme l'Escaut occidental, le Rhin de fer, la ligne à grande vitesse, les communications ferroviaires vers le Luxembourg et le réseau autoroutier autour de Luxembourg, la construction d'une nouvelle écluse à Ternaaien, etc.

Le Conseil du Benelux s'est également intéressé à des thèmes tels que la politique de la jeunesse, la problématique des drogues, les soins de santé et les plans catastrophe, le transport ambulancier transfrontalier, la sécurité des aéroports du Benelux et la coopération policière transfrontalière.

Au cours de l'année parlementaire écoulée, le Conseil du Benelux s'est aussi attaché à maintenir ses contacts privilégiés avec d'autres structures comparables de coopération interétatique, en particulier avec l'Assemblée balte et le Conseil nordique. Ces contacts ont pris la forme, entre autres, d'une participation aux assemblées plénières mutuelles et de l'organisation de journées d'étude, de conférences et de séminaires communs, comme la Conférence trilatérale sur l'énergie, qui s'est déroulée en décembre 2004 à Oslo, ou le séminaire Enseignement et Marché du travail, organisé à Bruxelles en mai de cette année.

Le Conseil du Benelux a également obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Europe.

2. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Suite aux élections législatives régionales du 13 juin 2004, quatre sénateurs communautaires sortants ont été remplacés au sein de la délégation belge à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Les sénateurs suivants font partie de la délégation en tant que délégués effectifs :

- Mme M.-J. Laloy (remplaçant M. F. Poty depuis le 23 novembre 2004),
- M. L. Van den Brande,
- M. P. Wille (remplaçant M. A. De Decker depuis le 23 novembre 2004).

Les sénateurs suivants font partie de la délégation en tant que délégués suppléants :

- Mme M. Bousakla,
- Mme C. Defraigne (remplaçant M. D. Ramoudt depuis le 23 novembre 2004),
- Mme F. Pehlivan (remplaçant M. J. Timmermans depuis le 23 novembre 2004),
- M. K. Van Overmeire (remplaçant M. J. Ceder depuis le 9 juillet 2004).

La délégation belge est présidée par le député M. J.-P. Henry. Le sénateur M. L. Van den Brande est vice-président de la délégation.

Lors de la session de janvier 2004, M. L. Van den Brande a été élu président du groupe politique PPE/DC (Parti populaire européen/Démocrates chrétiens) à l'Assemblée parlementaire.

Depuis septembre dernier, l'Assemblée a tenu quatre sessions ordinaires à Strasbourg, à savoir en octobre 2004, en janvier, en avril et en juin 2005. À cela s'ajoutent quatre réunions de la Commission permanente, qui agit au nom de l'Assemblée dans l'intervalle des sessions.

Parmi les grands sujets débattus lors de ces réunions, il y a lieu de mentionner, entre autres, le défi du terrorisme, le désastre du Tsunami, la situation au Belarus (pays dont le Statut d'Invité Spécial a été suspendu en 1997), la situation à Guantánamo Bay, les perspectives pour la paix au Proche-Orient ou encore l'euthanasie.

Le rapport sur l'euthanasie, un sujet qui est loin de faire l'unanimité à l'Assemblée, était, pour la deuxième fois déjà, à l'ordre du jour de la séance plénière suite à la proposition de résolution de M. Ph. Monfils déposée en 2001. Après un premier débat en séance publique en avril 2004, l'Assemblée avait renvoyé le rapport à la commission des questions sociales, de la santé et de la famille pour un examen complémentaire et l'élaboration d'un rapport plus complet. À l'issue d'un long débat très mouvementé en séance publique en avril 2005, l'Assemblée a rejeté à une très large majorité ce rapport sur l'accompagnement des malades en fin de vie. Le rapporteur a exprimé le souhait que ce sujet – fort controversé - puisse revenir une troisième fois devant l'Assemblée.

L'Assemblée s'est également penchée sur la situation en République tchétchène. Le sénateur L. Van den Brande faisait partie de la Sous-commission ad hoc créée «pour l'organisation d'une Table ronde sur la situation politique en République tchétchène». À cette table ronde, qui a eu lieu le 21 mars 2005 à Strasbourg, ont participé des représentants de l'ensemble de la société tchétchène, des membres de la classe politique, des membres de l'administration présidentielle russe, des représentants d'ONG de défense des droits de l'homme et des parlementaires du Conseil de l'Europe. La rencontre avait pour but d'élargir la base de dialogue en vue de parvenir à une solution politique en Tchétchénie. Une nouvelle Table ronde sera organisée axée sur la tenue en République tchétchène d'élections parlementaires conformes aux normes du Conseil de l'Europe.

Au cœur des débats était bien évidemment la préparation et le suivi du Troisième Sommet des Chefs d'État et de gouvernement, qui s'est déroulé le 16 et 17 mai 2005 à Varsovie et où la Belgique était représentée par le Ministre des affaires étrangères, M. K. De Gucht. Lors du Sommet, les participants ont adopté une déclaration politique, un plan d'action, des lignes directrices pour la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ainsi qu'un accord interinstitutionnel avec l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE). Les deux premiers textes redéfinissent le mandat de l'organisation paneuropéenne. Le mandat accorde la prééminence au domaine des droits de l'homme et de la démocratie et prévoit que toutes les autres actions sont entreprises pour concourir à la réalisation des objectifs dans ce domaine. Un deuxième pilier consacré à la cohésion sociale se détache cependant dans cet ensemble. Le plan d'action s'articule principalement autour de trois axes : promouvoir les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie ; renforcer la sécurité des citoyens européens et construire une Europe plus humaine et plus inclusive. Lors de la séance plénière de juin 2005, le sénateur Van den Brande, qui avait également participé au Sommet, a présenté le rapport sur le suivi et la mise en œuvre des décisions du Sommet.

Le 18 octobre 2004, sur l'initiative de Mme M. Bousakla, la délégation parlementaire belge a invité la Sous-commission sur la violence à l'égard des femmes afin de tenir une audition parlementaire à Anvers sur «les mariages forcés et mariages d'enfants », dans le cadre d'un rapport y afférent.

Du 13 au 15 avril 2005, la parlementaire roumaine Mme M. Cliveti, rapporteur pour la commission des questions sociales, de la santé et de la famille, a effectué une mission d'information à Bruxelles dans le cadre de la pétition en faveur du droit des néerlandophones aux soins médicaux à Bruxelles et dans les municipalités néerlandophones environnantes, et la pétition en matière d'accès aux soins médicaux, dans leur langue, des citoyens francophones habitant dans les communes de la périphérie bruxelloise (en Région flamande). Lors de la session en juin 2005, le rapport a été examiné en commission. Le dossier figurera à l'ordre du jour de la séance plénière d'octobre 2005.

Dans le cadre d'un rapport sur «la ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales par les États membres du Conseil de l'Europe» figurant à l'ordre du jour de la commission des questions juridiques, la délégation belge a rempli un questionnaire adressé aux délégations nationales des États membres n'ayant pas ratifié la Convention-cadre.

S'inspirant de l'explosion de l'usine chimique AZF à Toulouse, M. J. Timmermans avait déposé une proposition de recommandation sur les risques industriels et leur prévention. Dans sa résolution, adoptée lors de la Commission permanente à Paris le 18 mars 2005, l'Assemblée encourage entre autres les États membres du Conseil de l'Europe à mettre à jour leur législation nationale en matière de prévention des risques industriels, notamment à proximité de zones habitées, à développer la coopération transfrontalière et à harmoniser les politiques d'aménagement du territoire en la matière.

Le sénateur K. Van Overmeire a présenté, en juin 2004, un rapport pour la commission du règlement sur «la contestation des pouvoirs de membres d'une délégation nationale auprès de l'Assemblée parlementaire, à titre individuel, pour des raisons substantielles». Il a également été désigné rapporteur dans le dossier sur «les lignes directrices pour les droits et obligations de l'opposition dans un parlement démocratique».

Au sein de la commission des questions économiques, le sénateur P. Wille a été désigné rapporteur dans le dossier concernant «les conséquences pour l'Europe de l'essor économique en Chine».

Le sénateur L. Van den Brande a déposé une proposition de recommandation sur «le Conseil de l'Europe et la politique européenne de voisinage de l'Union européenne»; ainsi qu'une proposition de recommandation en vue d'«améliorer la visibilité du Conseil de l'Europe. Ces propositions figureront bientôt à l'ordre du jour de la commission des questions politiques.

Enfin, signalons que le 5 octobre 2004, la Principauté de Monaco a adhéré au Conseil de l'Europe en tant que 46e État membre.

3. Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a été fondée en 1954 par le Traité de Bruxelles modifié qui contient une clause de défense collective et qui lie la sécurité des États membres de l'UEO à l'OTAN. L'Assemblée qui a été créée par ce même Traité réunit

aujourd'hui 370 parlementaires nationaux de 28 pays européens dont tous les États membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. Son travail consiste à suivre les activités intergouvernementales européennes en matière de sécurité et de défense, y compris celles qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération dans le domaine des systèmes d'armement. Depuis le transfert des activités opérationnelles de l'UEO à l'UE, l'Assemblée joue aussi un rôle important en tant que plate-forme interparlementaire européenne de sécurité et de défense.

La délégation du Sénat à l'Assemblée de l'UEO a subi quelques modifications à la suite des élections régionales de juin 2004. Sa composition actuelle est la suivante :

Membres effectifs : Mmes Christine Defraigne et Marie-José Laloy, M. Luc Van Den Brande

Membres suppléants : Mmes Mimount Bousakla et Fatma Pehlivan, MM. Karim Van Overmeire et Paul Wille

La délégation a participé aux séances plénières de l'Assemblée qui se sont tenues à Paris (les 29 novembre et 1er décembre 2004 ainsi que les 13-15 juin 2005) ainsi qu'aux réunions des diverses commissions.

Elle a également participé aux colloques suivants qui ont été organisés par l'Assemblée :

- Enschede (Pays-Bas), 17-18 septembre 2004: La coopération dans le domaine des acquisitions de systèmes de défense en Europe;
- Bruxelles (Belgique), 20-21 septembre 2005 : Maintien de la paix en Afrique subsaharienne : une approche concrète.

Les 27 octobre 2004 et 16 mars 2005, les principales commissions de l'Assemblée ont rencontré les ambassadeurs de l'UEO. Ces derniers représentent aussi, dans la plupart des cas, leur pays au sein du comité politique et de sécurité de l'Union européenne, qui est un des seuls lieux de rencontre où une concertation de haut niveau a lieu entre le Conseil de l'UE et les parlementaires nationaux. Au cours de la réunion du 16 mars 2005, le ministre belge des Affaires étrangères, M. Karel De Gucht, a tenu un plaidoyer pour la politique européenne de sécurité et de défense et le contrôle démocratique de cette dernière.

Les 22 et 23 mars 2005, les commissions de l'Assemblée ont visité le quartier général du SHAPE et celui de l'OTAN. Au cours de ces visites et de la réunion annuelle avec le Conseil permanent de l'OTAN, on a approfondi la question des relations entre l'Union européenne et l'OTAN ainsi que celle du développement d'une défense européenne.

En 2004 et 2005 ont eu lieu les festivités de commémoration du 50e anniversaire de la signature des Accords de Paris de 1954 et de la première session de l'Assemblée de l'UEO en 1955. Ces festivités se sont déclinées en plusieurs événements, à savoir:

- Sénat de Belgique, le 20 octobre 2004: La sécurité et la défense européenne à l'ère du terrorisme international;
- Paris (France), le 22 octobre 2004: L'avenir de la Défense européenne;
- Strasbourg (France), le 23 juin 2005: cérémonie de commémoration, sous l'égide du Conseil de l'Europe, de la première session plénière de l'Assemblée de l'UEO qui s'est tenue à Strasbourg le 5 juillet 1955.

Durant la conférence organisée dans l'enceinte du Sénat de Belgique, l'accent a été mis sur l'importance du Traité de Bruxelles modifié et sur sa pertinence pour l'avenir. L'on a en outre approfondi la question du rôle des mécanismes de défense collectifs dans le contexte actuel de menaces et de risques pour la sécurité. L'on a également analysé le potentiel qu'offrirait le traité constitutionnel européen.

Le 2 décembre 2003, le président du Sénat, M. Armand De Decker, a été élu à l'unanimité Président de l'Assemblée. À la suite des changements survenus au sein du gouvernement belge à l'issue des élections régionales de juin 2004, M. De Decker est devenu ministre de la Coopération au développement, ce qui l'a contraint à renoncer à son mandat de Président de l'Assemblée. C'est M. Stef Goris, député et membre de la délégation belge à l'Assemblée de l'UEO, qui lui a succédé le 1er décembre 2004.

4. Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

La délégation du Parlement fédéral a participé du 5 au 9 juillet 2004 à la **13ème session** de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Edimbourg.

Les représentants du Sénat, M. Coveliers (VLD), Mme Anne-Marie Lizin (PS) et M. Lionel Vandenberghe (SP.A) ont participé aux travaux et plus précisément :

- à la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité (M. Coveliers)
- à la Commission de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires (Mme Lizin et M. Vandenberghe).

Au cours de sa réunion annuelle du 9 juillet 2004 à Edimbourg, l'assemblée parlementaire de l'OSCE a adopté une déclaration sur la base des rapports et résolutions examinés par les trois commissions permanentes. Le thème central était : « Coopération et partenariat : faire face aux nouvelles menaces pour la sécurité »

M. Hugo Coveliers, sénateur, a déposé, conjointement avec M. Christopher Smith (membre du Congrès américain), une résolution concernant la lutte contre la traite des êtres humains. Cette résolution invite les États membres à adopter une politique cohérente de lutte contre la traite des êtres humains comprenant des mesures efficaces de prévention de ce fléau et de protection des victimes et des témoins, ainsi que des procédures efficaces en vue de poursuivre les auteurs. La résolution accorde aussi de l'importance aux programmes de formation pour les autorités qui sont aux prises avec ce phénomène, ainsi qu'aux programmes de soutien des ONG qui assurent l'accompagnement des victimes de la traite des êtres humains. Tous les États membres de l'OSCE doivent vérifier si leur arsenal législatif contient des règles suffisantes pour combattre efficacement le problème de la traite des êtres humains.

L'appel que la rapporteuse a lancé en faveur de l'octroi, aux « nouvelles » minorités, d'une protection similaire à celle dont bénéficient les minorités « traditionnelles » a été placé sous un éclairage plus nuancé par la délégation belge.

Le sénateur Coveliers a tenté – au moyen de quatre amendements – de faire supprimer les mots « nouvelles minorités » dans le texte de la déclaration. Aucune définition cohérente de la notion de « minorité traditionnelle » n'a encore été donnée jusqu'ici. Il est difficile d'accorder des droits spécifiques à des groupes de population pour lesquels il n'existe pas de définition concluante. Cela risque de créer des conflits plutôt que d'en prévenir.

Le sénateur Lionel Vandenberghe a attiré l'attention sur les textes du Conseil de l'Europe, qui ne définissent pas la notion de « minorité » mais font référence aux liens historiques durables avec les minorités. M. Vandenberghe n'est pas partisan de l'octroi de droits spécifiques aux nouvelles minorités. Ces dernières doivent s'intégrer en apprenant la langue de la région dans laquelle elles s'installent et en respectant la législation de l'État où elles résident. La situation est tout autre pour les minorités historiques qui sont devenues sujettes d'un État à la suite de déplacements de frontières, de guerres ou en vertu de conventions internationales. Ces minorités historiques conservent le droit d'utiliser leur propre langue dans leurs relations avec les autorités.

Les amendements tendant à supprimer la notion de « nouvelles minorités » dans la recommandation ont été rejetés (à une très faible majorité). L'amendement tendant à supprimer le passage qui visait à accorder aux « nouvelles minorités » une protection similaire à celle dont bénéficient les minorités « traditionnelles » a été adopté. Le vote de cet amendement montre que la majorité au sein de l'AP-OSCE a suivi l'argumentation de la délégation belge.

Deux parlementaires belges, la sénatrice Anne-Marie Lizin et le député Pieter De Crem, ont été désignés respectivement comme rapporteuse de la commission de la démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires et rapporteur de la commission des affaires politiques et de la sécurité.

Les sénateurs Hugo Coveliers et Lionel Vandenberghe ont participé à la Conférence sur la traite des êtres humains (29-30 septembre 2004), et au Forum pour la coopération en matière de sécurité dans la région méditerranéenne (1 octobre 2004) organisés par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Rhodes.

Les sénateurs Hugo Coveliers (VLD) et Lionel Vandenberghe (SP.A-Spirit) ont pris part aux travaux, le premier en tant que chef de délégation et le second en tant que délégué.

Le sénateur Coveliers a également participé aux travaux de la Commission permanente de l'AP OSCE le 30 septembre 2004.

Mme Lizin a conduit la délégation du Parlement fédéral à la quatrième session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue à Vienne les 24 et 25 février 2005. Le sénateur Lionel Vandenberghe a aussi participé à la session en tant que délégué.

Au cours de cette session d'hiver, Mme Lizin a été officiellement désignée Représentant spécial du Président Hastings sur Guantanamo.

En tant que rapporteur, Mme Lizin (Présidente du Sénat), a présenté la structure du rapport qu'elle prépare pour de la session de Washington. Mme Lizin a également été invitée, comme le prévoit le règlement de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, à faire une présentation plus détaillée de son rapport et de son projet de résolution au Bureau élargi de l'Assemblée qui s'est tenu à Copenhague le 18 avril 2005.

La délégation du Parlement fédéral participa également à la 14ème session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue à Washington du 1 au 5 juillet 2005 sur le thème « Trente ans depuis Helsinki : défis à venir ». au cours de laquelle Mme Lizin, Chef de la délégation belge, présenta son rapport et un projet de résolution sur la dimension humaine ainsi que son rapport sur Guantanamo.

Dans son rapport sur les droits de l'homme, Mme Lizin a mis l'accent sur les thèmes suivants : l'égalité entre les hommes et les femmes, l'acquis important de l'OSCE en matière d'observation des élections, la liberté des médias et des partis politiques et l'importance de la solidarité des Etats participants dans la lutte contre le terrorisme. Au cours des débats, Mme Lizin a soutenu les trois projets de résolution relatifs à la traite des êtres humains, à la nécessité de renforcer le code de conduite applicable aux membres des missions de l'OSCE et à la lutte contre la participation à la traite des êtres humains ou à l'exploitation et la violence sexuelles exercées par des forces internationales de maintien de la paix.

Dans son rapport sur Guantanamo, Mme Lizin a recommandé un calendrier de fermeture de Guantanamo et a mis l'accent sur la nécessité d'intensifier la coopération internationale entre les services de renseignement .

Mme Lizin a été réélue pour un an comme rapporteuse de la commission de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires. Le Président de l'Assemblée, M Alcee Hastings a par ailleurs renouvelé son mandat de Représentant spécial pour Guantanamo, pour un an.

Mme Lizin présentera donc deux rapports lors de la quinzième session de l'AP OSCE qui se tiendra à Bruxelles du 3 au 7 juillet 2006. Le Parlement fédéral sera en effet l'hôte de la session 2006, année pendant laquelle la Belgique assure la présidence de l'OSCE.

5. Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires des parlements de l'Union européenne («COSAC »).

La COSAC est une forme de coopération interparlementaire qui offre un forum aux membres des commissions des parlements nationaux de l'Union européenne membres qui ont les affaires européennes dans leurs attributions et de la commission compétente du Parlement européen. Les parlements des États candidats à l'adhésion participent également à ces conférences. Les réunions sont organisées deux fois par an par le parlement de l'État membre qui assure la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Ainsi, la 32ème COSAC s'est tenue à La Haye les 22 et 23 novembre 2004 (n° 3-960). Au cours de la conférence, les points suivants ont été abordés :

- le régime linguistique au sein de la COSAC ;
- le mécanisme de contrôle de la subsidiarité. On a donné un aperçu de la préparation, au sein des parlements nationaux, de l'introduction d'un système d'alerte rapide en matière de subsidiarité, tel qu'il est prévu par le traité établissant une Constitution pour l'Europe. La plupart des délégations ont estimé que le délai de six semaines est trop court. En outre, un échange de vues a été consacré à un système efficace d'échange d'informations entre les parlements. Il a également été décidé que chaque parlement de l'Union soumettrait sa propre procédure de contrôle de subsidiarité à un test «grandeur nature », et ce, sur la base d'un même texte de la Commission européenne ;
- le renforcement du processus de prise de conscience européenne au niveau national ;
- l'échange de vues avec M. Laurens-Jan Brinkhorst, ministre néerlandais des Affaires économiques, au sujet de la stratégie de Lisbonne ;
- l'échange de vues avec M. Atzo Nicolai, ministre néerlandais des Affaires européennes, au sujet de la présidence néerlandaise de l'Union européenne.

Lors de la 33ème COSAC, qui a eu lieu les 17 et 18 mai 2005 à Luxembourg (n° 3-1204), les thèmes suivants ont été abordés :

- la discussion des résultats du projet pilote relatif au contrôle du principe de subsidiarité ;
- l'échange de vues avec M. Jeannot Krecké, ministre luxembourgeois de l'Économie et du Commerce extérieur, au sujet de la stratégie de Lisbonne ;
- le renforcement de la coopération entre les parlements en ce qui concerne le contrôle du budget de l'Union européenne ;
- le rôle des parlements nationaux en ce qui concerne l'espace de liberté, de sécurité et de justice ;
- l'échange de vues avec M. Jean-Claude Juncker, premier ministre du Luxembourg, au sujet de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne ;
- l'échange de vues sur IPEX, un système électronique d'échange d'informations entre les parlements.

6. Union interparlementaire

Les sénateurs énumérés ci-après font partie du Bureau du groupe belge de l'UIP (14 membres) : Mme Pehlivan (Vice-présidente du groupe), M. Destexhe, Mme Leduc, Mme Thijs, M. Germeaux et Mme Laloy. Le groupe est présidé par le député de Donnea.

Mme Laloy a participé à la 111ème Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), qui a eu lieu à Genève du 27 septembre au 1er octobre 2004. Elle a suivi essentiellement les travaux du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP, dont elle membre suppléante. Ce comité s'occupe de cas concrets de violations des droits de l'homme dont des parlementaires sont victimes.

La 111ème Assemblée a abordé les thèmes suivants:

- le rôle des parlements dans le renforcement des mécanismes multilatéraux de non-prolifération des armements et de désarmement à la lumière des nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité;
- le rôle des parlements pour préserver la biodiversité ;
- Pékin + 10 : évaluation dans une perspective parlementaire ;
- la situation alarmante en Irak et la nécessité d'une action parlementaire pour contribuer à y restaurer la paix et la sécurité (débat sur le point d'urgence).

La délégation belge a déposé des amendements aux trois premiers projets de résolution. Plusieurs d'entre eux ont également été adoptés.

Il y a eu également une réunion-débat sur les défis du droit humanitaire international ainsi qu'un séminaire technique sur le mécanisme de présentation de rapports et sur l'application de la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Depuis octobre 2003, la Belgique assure la présidence du Groupe Douze Plus par l'intermédiaire du député Geert Versnick. Il s'agit de l'un des six groupes géopolitiques de l'UIP. Ce groupe se compose des pays du Conseil de l'Europe et de plusieurs autres démocraties occidentales (Israël, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). À l'occasion du 30ème anniversaire du Groupe, une audition spéciale du Dr Peter Piot, chef de l'ONUSIDA, a été organisée lors de la 111ème Assemblée. Le comité directeur du Groupe Douze Plus s'est réuni au Sénat le 11 mars 2005 en vue de préparer la 112ème Assemblée de l'UIP.

M. Roelants du Vivier et Mme Zrihen se sont rendus à la Conférence parlementaire sur l'OMC, qui a eu lieu du 24 au 26 novembre 2004 au Parlement européen à Bruxelles. L'UIP et le Parlement européen organisent chaque année pareille conférence.

Mme Pehlivan, M. Destexhe, M. Wille, Mme Thijs et Mme Laloy ont participé à la 112ème Assemblée de l'UIP, qui s'est déroulée du 2 au 8 avril 2005 à Manille (Philippines). Il y a eu un débat général sur la situation politique, économique et sociale dans le monde, sur le thème global suivant : « L'impact des politiques nationales et internationales sur la situation des femmes ». Ensuite, des résolutions ont été adoptées sur les thèmes suivants :

- le rôle des parlements dans l'établissement et le fonctionnement de mécanismes propres à assurer le jugement et la condamnation des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, du génocide et du terrorisme, pour qu'ils ne restent pas impunis.
- le rôle des parlements dans la mise en place de mécanismes internationaux novateurs de financement et de commerce propres à permettre le règlement du problème de la dette et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.
- la manière dont les parlements peuvent promouvoir et faire respecter les droits de l'homme dans les stratégies de prévention, de gestion et de traitement de la pandémie de VIH/SIDA.
- les catastrophes naturelles : le rôle des parlements en matière de prévention, de relèvement et de reconstruction, ainsi que dans la protection des groupes vulnérables (débat sur le point d'urgence).

La délégation belge a déposé des amendements aux deux premiers projets de résolution. Mme Thijs a participé au comité de rédaction qui a élaboré la résolution sur le deuxième thème.

Au cours de la conférence, M. Destexhe a organisé une réunion informelle sur le rôle des parlementaires en vue de parvenir à une interdiction de l'amiante à l'échelle mondiale.

Il y a eu des réunions-débats sur l'immigration et le développement ainsi que sur la violence à l'égard des femmes et des enfants dans les situations de conflit.

L'Assemblée a retenu un thème proposé par la délégation belge comme l'un des thèmes de la 114ème Assemblée (Nairobi, mai 2006), à savoir le rôle des parlements dans le renforcement de la lutte contre le trafic des armes légères et de petit calibre, ainsi que de leurs munitions.

Au cours de sa réunion à Manille, le Groupe Douze Plus a désigné le député Geert Versnick comme son candidat officiel à la présidence de l'Union interparlementaire. Le Sénat soutient pleinement cette candidature. L'élection aura lieu lors de la 113ème Assemblée qui se tiendra à Genève le 19 octobre 2005.

Du 25 au 27 mai 2005, l'UIP a organisé à Genève un séminaire sur la liberté d'expression, le parlement et la promotion de la tolérance à l'intention des présidents et des membres des instances parlementaires pour les droits de l'homme. Une délégation du parlement belge, dirigée par Mme Laloy, présidente de la Commission des droits de l'homme du groupe belge de l'UIP, a participé à ce séminaire. Mme Laloy a dirigé le débat sur les stratégies destinées à combattre les incitations à la haine raciale et à promouvoir une société tolérante et elle a présidé également une grande partie du séminaire.

À l'invitation de Mme Bouarfa, présidente de la section bilatérale Belgique - Cuba, la présidente du groupe d'amitié correspondant du parlement cubain a effectué une visite dans notre pays les 4 et 5 octobre 2004. Une délégation de la section a visité Cuba du 30 avril au 8 mai 2005. Mmes Bourfa et De Roeck ont participé à cette mission.

Le sénateur Lionel Vandenberghe faisait partie de la délégation de la section Belgique – Rwanda qui, à l'invitation du parlement rwandais, a effectué une visite au Rwanda du 30 novembre au 4 décembre 2004. Mme Durant, présidente de la section Belgique – Rwanda, a invité une délégation rwandaise à effectuer à son tour une visite en Belgique, laquelle a eu lieu du 27 au 30 juin 2005.

À l'invitation de Mme Laloy, présidente du groupe de travail Palestine, une délégation de parlementaires palestiniens a effectué une visite dans notre pays du 1er au 4 juin 2005.

Par ailleurs, il y a eu, à Bruxelles, des rencontres avec des délégations parlementaires, des ambassadeurs ou d'autres représentants des pays et territoires suivants : l'Afghanistan, l'Angola, l'Arménie, le Chili, la Chine, le Burkina Faso, Chypre, la République démocratique du Congo, Cuba, les Philippines, Israël, la Côte-d'Ivoire, le Japon, le Kazakhstan, le Koweït, le Kosovo, le Liban, la Serbie-Montenegro, les Pays-Bas, le Pakistan, la Palestine, la Russie, le Rwanda, la Turquie, le Vénézuéla et le Vietnam.

Enfin, signalons qu'à l'initiative de Mme Pehlivan, présidente de la section Belgique – Turquie, le groupe belge de l'UIP a organisé le 30 novembre 2004 un colloque sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

7. Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM)

Une délégation du Parlement fédéral a participé à la Première session de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne qui s'est tenue au Caire du 12 au 15 mars 2005.

Le Sénat y a délégué Mme Fatma Pehlivan (SP.A) qui siège dans la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture.

Lors de la discussion du projet de résolution soumis à la commission relatif d'une part au problème de la migration et d'autre part au dialogue interculturel, la sénatrice Fatma Pehlivan est intervenue à l'occasion du débat sur le paragraphe relatif au dialogue entre les religions, en plaidant pour que ce dialogue ne se limite pas aux religions mais aux différentes convictions philosophiques. L'amendement proposé par Mme Pehlivan fut adopté.

L'intervention de Mme Pehlivan allait dans le même sens que celle de son suppléant le sénateur Paul Wille (VLD) lors de la réunion de commission qui s'était tenue à Rome les 31 janvier et 1 février pour préparer les travaux du Caire.

Saluant le plaidoyer d'une eurodéputée pour une charte qui serait un socle de valeurs communes et notant que beaucoup d'intervenants évoquaient l'existence des religions monothéistes, le sénateur Paul Wille (VLD) avait en effet souligné qu'un autre aspect de la diversité est aussi à préserver et à ne pas oublier dans cette charte puisqu'il existe aussi beaucoup de partisans d'une option favorable à la stricte séparation entre l'Eglise et l'Etat. Le sénateur Wille avait rappelé que la laïcité et la libre-pensée doivent avoir leur juste place dans les structures et discussions futures.

Mme Fatma Pehlivan a également participé à la réunion de la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture du 20 juin 2005, au cours de laquelle elle s'est portée candidate pour participer aux travaux du groupe de travail sur les relations entre l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et la Fondation Anna Lindh.

8. L'assemblée parlementaire Asie-Europe (ASEP)

L'ASEP est le pendant parlementaire de l'ASEM (Asia-Europe Meeting), la structure de concertation entre l'Union européenne et ses partenaires asiatiques. Trois sessions de l'ASEP ont eu lieu jusqu'à présent ; la dernière s'est déroulée à Hue (Vietnam), en mars 2004.

Au cours de cette session, il a été décidé de faire de l'ASEP une conférence bisannuelle, qui se déroulera alternativement en Asie et en Europe. On a également mis sur pied un groupe de travail qui doit rédiger un règlement pour l'ASEP. Le Parlement belge a été invité à faire partie de ce groupe de travail.

Celui-ci s'est réuni les 10 et 11 avril 2005 à Ho Chi Minh Ville (Vietnam) pour rédiger un projet de règlement sur la base de toutes les propositions déposées. Le sénateur a participé aux travaux au nom du Sénat. Le groupe de travail a retenu bien des suggestions de la délégation belge.

La prochaine session de l'ASEP aura lieu à Helsinki en juin 2006.

0VI. Relations internationales

1) Visites officielles de la Présidente du Sénat à l'étranger

- **05/10/2004** **Allemagne**, participation au colloque "World Anticriminal and Antiterrorist Forum"
 - Mme A.-M. Lizin
 - M. Hans Vanhevele, fonctionnaire du Sénat

- **08-10/10/2004 Algérie**, à l'invitation de M. Abdelkader Bensalah, Président du Conseil de la Nation
 - Mme A.-M. Lizin
 - M. Jean-Claude Delepière, Président du Comité R
 - M. Dirk Debaussaert, police fédérale
 - M. Patrick Stevens, police fédérale
 - M. Alain Grignard, police fédérale
 - M. Hans Vanhevele, fonctionnaire du Sénat

- **22-24/11/2004 Suisse**, participation au colloque "Women Defending Peace" émanant du département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération helvétique et de la Suzanne Mubarak Women's International Peace Movement

- **26-27/11/2004 Burkina Faso**, participation au "Sommet de la Francophonie"

- **27/01/2005 Commémoration du 60^e anniversaire de la libération de Auschwitz (Krakow, Pologne)**
Par avion militaire en compagnie de MM. Verhofstadt et Flahaut

- **27/05/2005 Rencontre avec M. Matthias Platzeck, Président du Bundesrat de Berlin**
délégation belge composée de: Mme A.-M. Lizin, M. Karl-Heinz Lambertz, MM. Luc Blondeel et Guido Hostyn

- **27-29/06/2005 Roumanie, invitation officielle du Président Nicolae Vacaroiu, Président du Sénat de Roumanie**
délégation belge composée de MM. Staf Nimmegeers, premier vice-président, Luc Paque, sénateur, et Mme Brigitte Henau, fonctionnaire

- 2) **Les personnalités étrangères suivantes, accompagnées telles que décrites, ont été reçues en audience par la Présidente du Sénat ou par des Vice-Présidents:**
- **15/09/2004)b S.E. Monsieur Sheikh Ghazi Ageetal Yawar, Président de la République d'Irak**
 - M. Al-Hassany, Ministre de l'Industrie
 - M. Al-Erres, Ministre des Transports
 - M. Othman, Ministre d'Etat
 - M. Mowafaq Aboud, Ambassadeur
 - M. Al-Sarraf, Conseiller du Président
 - M. Al-Baghdadi, Conseiller
 - M. Najaty, Secrétaire particulier

 - **20/09/2004)c Honorable Daniel Hays, Président du Sénat du Canada**
 - Mme Kathy Hays
 - Hon. Shirley Maheu, Sénatrice
 - Hon. Consiglio Di Nino, Sénateur
 - M. Alain. Hausser, Chargé d'affaires a.i., Ambassade du Canada
 - M. Patrice Martin, Secrétaire de la délégation
 - M. Jarrett Reckseidler, Attaché politique de l'Ambassade

 - **26/09/2004 S.E. Monsieur Marini Bodho, Président du Sénat de la République démocratique du Congo**
 - M. Lambert Mende Omalanga
 - M. Muganza Aswiba
 - M. Unega Ege

S.E. Monsieur Vincent Biruta, Président du Sénat du Rwanda

 - S.E.M. Emmanuel Kayitana
 - M. David Rwabuhini

S.E. Monsieur Libère Bararunyeretse, Président du Sénat du Burundi

 - S.E.M. Ferdinand Nyabenda
 - Mme Léocadie Kabogoye
 - Mme Jeanine Kaneza
 - M. Guido Mifyiritano

 - **28/09/2004 S.E. Monsieur Tassos Papadopoulos, Président de la République de Chypre**
 - M. George Iacovou, Ministre des Affaires Etrangères
 - M. Tassos Tzionis, Ambassadeur, Chef de Cabinet Diplomatique
 - Mme Kalliopi Avraam, Ambassadeur de la République de Chypre à Bruxelles
 - M. Marios Kountourides, Premier Conseiller
 - Stavros Papagiannenas, Conseiller de Presse

- **04/10/2004 M. Chaudhry Amir Hussain, Président de l'Assemblée Nationale du Pakistan**
 - M. Syed Gulzar Sibtaian Shah, Membre de l'Assemblée Nationale
 - M. Maulana Hamid-ul-Haq Haqqani, Membre de l'Assemblée Nationale
 - M. Aftag Ahmad Khan Khachi, Membre de l'Assemblée Nationale
 - Mme Gul-e-Farkhanda, Membre de l'Assemblée Nationale
 - M. Ch. Muhammad Rafiq, Secrétaire de l'Assemblée Nationale
 - M. Feroze Khan, Directeur général de l'Assemblée Nationale
 - M. Amir Khan, Secrétaire adjoint de l'Assemblée Nationale
 - M. Nasim Khalid, Chef du Protocole du Président de l'Assemblée Nationale
 - M. Nasrullah Khan, chargé d'affaires de l'Ambassade
 - M. Nabeel Munir, deuxième Secrétaire de l'Ambassade

- **04/10/2004 M. Adrian Nastase, Premier Ministre de Roumanie**
 - M. Mircea Geoana, Ministre des Affaires étrangères
 - M. Mihnea Constantinescu, Conseiller diplomatique du Premier Ministre
 - Mme Despina Neagoe, Porte-parole du Gouvernement roumain
 - Mme Mihaela Nistorescu, Conseillère du Premier Ministre
 - M. Dr. Ion Jinga, Ambassadeur de la Roumanie

- **08/10/2004 M. Aquilino Pimentel, Chef de la minorité du Parlement de la République des Philippines**
reçu par M. Staf Nimmegeers

- **21/10/2004 S.E.M. Yasar Yakis, Député du Parti du Développement pour la Justice de la République de Turquie**

- **26/10/2004 S.E. Monsieur Aleksander Kwasniewski, Président de la République de Pologne, dans le cadre de la visite d'Etat**
 - S.E. Monsieur Wlodzimierz Cimoszewicz, Ministre des Affaires étrangères
 - S.E. Monsieur Waldemar Dabrowski, Ministre de la Culture
 - S.E. Monsieur Iwo Byczewski, Ambassadeur de Pologne en Belgique

- S.E. Monsieur Dariusz Szymczycha, Secrétaire d'Etat à la Chancellerie du Président
 - S.E. Monsieur Andrzej Majkowski, Sous-Secrétaire d'Etat à la Chancellerie du Président
 - S.E. Monsieur Mirosław Zielinski, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie, du Travail et de la Politique Sociale
 - S.E. Monsieur Janusz Niesyto, Ambassadeur, Directeur du Protocole Diplomatique au Ministère des Affaires étrangères
 - S.E. Monsieur Adam Halamski, Ambassadeur, Directeur du Département Europe au Ministère des Affaires étrangères
 - Professeur Witold Orłowski, Conseiller du Président
 - Monsieur Andrzej Arendarski, Président de la Chambre Nationale du Commerce
- **27/10/2004 M. Shashi Tharoor, United Nations Under-Secretary-General for Communications and Public Information**
 - **08/11/2004 S.E.M. Métropolitain Kirill, Président du Département des relations extérieures ecclésiastiques du Patriarcat de Moscou**
 Monseigneur Hilarion Alfeyev, Evêque de Vienne et d'Autriche
 Archevêque Simon de Bruxelles et de Belgique
 - **16/11/2004 S.E.M. Thabo Mbeki, Président de la République sud-africaine et Madame Zanele Mbeki**
 - S.E.M. Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, Ministre des Affaires étrangères
 - S.E.M. M.G. Patrick Lekota, Ministre de la Défense
 - S.E.M. P. Mlambo-Ngcuka, Ministre pour les Minéraux et l'Energie
 - S.E.M. Mabuto Mphahlela, Ministre du Commerce et de l'Industrie
 - S.E.M. M. Mangena, Ministre des Sciences et de la Technologie
 - Révérend Frank Chikane, Directeur général de la Présidence
 - S.E.M. Bilyl Modise, Chef du protocole de l'Etat
 - Maître M. Gumbi, Conseiller juridique du Président
 - Docteur A. Ntsaluba, Directeur général, Ministre des Affaires étrangères
 - Monsieur M. Dipico, Conseiller du Président
 - Madame L. Phalatse, Directeur général adjoint de la Présidence
 - Monsieur M. Morobe, Directeur Communications de la Présidence
 - Monsieur B. Khumalo, Porte-parole de la Présidence

- **23/11/2004 1Délégation de femmes iraniennes**
 - Fariba Davoodi Mohajer, journaliste
 - Farideh Al Agha, professeur
 - Minou Afhaiekhoozani, professeur
 - Monavar Abassian, directeur ONG
 - Mojgan Momeni, ONG
 - Syma Mayer Afshar, journaliste
 - Sussan Tahmassebi, ONG

- **25/11/2004 S.E.M. Nabih Berri, Président du Parlement du Liban**

- **02/12/2004 S.E.M. Azarias Ruberwa Manywa, Vice-Président de la République démocratique du Congo, Président de la Commission politique, défense et sécurité**
 - Monsieur Jean-Pierre Ondekan, Ministre de la Défense Nationale, Démobilisation et Anciens Combattants
 - Monsieur Mbwinga Bila, Vice-ministre des Affaires étrangères
 - Monsieur Paul Musafiri Nalwango, Vice-Ministre de l'Intérieur et décentralisation
 - Monsieur Baitsura Shadrac, Secrétaire exécutif de la commission politique, défense, sécurité

- **08/12/2004 S.E.M. Al Ahani, Ambassadeur de la République islamique d'Iran**

- **16/12/2004 S.E.M. Ahmed Ben Bella, Premier Président de la République algérienne démocratique et populaire**
 - S.E.M. Mohammed Zaaf, Ambassadeur de la Ligue arabe auprès du Royaume de Belgique
 - Monsieur Ahmed Souissi, Secrétaire particulier de M. Ben Bella
 - Monsieur Abderahmane Kerchouche, Représentant de FLN Europe
 - Monsieur Abdelmajid Azzedine, Vice-Président de l'Organisation Internationale des ONG algériennes
 - Monsieur Septi Bouzebba, responsable de l'organisation nationale des anciens combattants algériens
 - Monsieur Jamel Asmooui, représentant du FLN Belgique

- **11/01/2005 S.E.M. Libère Bararunyeretse, Président du Sénat du Burundi (signature d'un accord de coopération)**

- **19/01/2005 M. Akiba Tadatoshi, Bourgmestre de Hiroshima**
 - M. Tadamasa Asao, Chairperson of Hiroshima City Council
 - deux représentants du Japon
 - M. Pol D’Huyvette, représentant du “Vredeshuis” à Gand
 - un interprète

- **20/01/2005 Monsieur Vincent Biruta, Président du Sénat de la République du Rwanda
(signature d’un accord de coopération)**

- **24/01/2005 S.E.M. Luis Cosenza Jiménez, Secretario de Estado en el Despacho de la Presidencia de la République du Honduras**
OS.E. Madame Teodolinda Banegas de Makris, Ambassadeur

- **24/01/2005 S.E. Dr. Ahmed Fathy Kamel Sorour, Président de l’Assemblée populaire d’Egypte**
 - S.E.M. Kamal El Chazly, Ministre des Affaires de l’Assemblée et du Conseil de Shura
 - M. Hussein Megawer, Chef de la majorité parlementaire
 - M. Mohamed Aboul Enein, Président du Comité de Logement
 - M. Ahmed Ezz, Président du Comité de planification et du Budget
 - M. Saeed El Alfi, Président du Comité économique
 - M. Mounir Fakhry Abdel Nour, Leader de l’Opposition
 - M. Osama El Magdoub, Charge d’affaires de l’Ambassade d’Egypte
 - M. Sami Mahran, Secrétaire général de l’Assemblée du Peuple
 - M. Hassan Shaheen, Secrétaire du secrétariat des Affaires étrangères
 - S.E. Dr. Muhammad Shaaban, Conseiller diplomatique du Président de l’Assemblée du Peuple
 - S.E.M MohamedBassiouny, Président du Comité des Affaires étrangères du Conseil de Shura
 - M. Yosri El Sheikh, Chef du cabinet du Président de l’Assemblée du Peuple
 - M. Maged Aboumagd, Conseiller à l’Ambassade d’Egypte à Bruxelles

- **26/01/2005 S.E.M. Ali Osman Mohamed Taha, Premier Vice-President de la République du Soudan**
 - S.E.M. Yousif Sulayman Takana, Ministre de la Coopération internationale
 - S.E.M Galal El Digair, Ministre de l’Industrie
 - S.E.M Tigani Salih Fidel, Ministre d’Etat au Ministère des Affaires étrangères

- S.E. Dr. Ali Yousif Ahmed, Ambassadeur de la République du Soudan en Belgique
- S.E.M Angelo Bieda, Député – Président de l'Assemblée Nationale

- **26/01/2005 M. WANG Jiarui, Minister of the International Department of the Central Committee of the Communist Party of China (CCCPC), Head of the Delegation**
 - M. GU Honglin, Director-general, Bureau 8, the International Department of the CCCPC
 - M. MIAO Weicheng, Assistant to the Chief of General Office, the International Department of the CCCPC (Secretary of Minister WANG Jiarui)
 - Mme YU Xiaoxuan, Director, Bureau 8, the International Department of the CCCPC
 - M. ZOU Jianjun, First secretary, Bureau 8, the International Department of the CCCPC
 - Mme GAO Xiangyang, Deputy Director, Bureau 8, the International Department of the CCCPC
 - M. SHANG GUAN Hongjun, Third secretary, Protocol Bureau, the International Department of the CCCPC
 - Mme AI Hong, Assistant secretary, Bureau 1, the International Department of the CCCPC
 - M. FU Huaqiang, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade
 - Mme WANG Li, Troisième secrétaire à l'Ambassade

- **01/02/2005 Monsieur Sodyq Safayev, Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan**
 - Monsieur Akmal Saidov, Directeur du Centre National des droits de l'homme
 - Monsieur Kodirjon Yusupov, Chef de la Direction de l'Europe du Ministère des Affaires étrangères d'Ouzbékistan
 - Monsieur Bakhrom Alaev, Conseiller de l'Ambassade de la République d'Ouzbékistan à Bruxelles
 - Monsieur Ravshan Umarkhodjaev, Assistant du Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan

- **01/02/2005 - Visite d'Etat de S.E.M. Constantinos Stephanopoulos, Président de la République hellénique**
 - M. Evripidis Stylianidis, Vice-Ministre des Affaires étrangères
 - Mme Stergioula Papachristou
 - M. Constantinos Ailianos, Ambassadeur, Secrétaire Général de la Présidence de la République
 - Mme Vassiliki Dicotoulou, Chargé d'affaires a.i. de Grèce en Belgique
 - Mme Victoria Ailianou
 - M. Titos Koundouros, Directeur du Bureau juridique de la

Présidence de la République

- M. Ioannis Beveratos, Ambassadeur, Directeur des Relations avec les pays européens du Ministère des Affaires étrangères
 - M. Leonidas Chryssanthopoulos, Ambassadeur, Directeur général de la division générale des affaires économiques et commerciales du Ministère des Affaires étrangères
 - M. Dimitris Loundras, Ambassadeur, Directeur du Cabinet diplomatique de la Présidence de la République
 - M. Spyridon Georgiles, Ambassadeur, Directeur de division bilatérale des Affaires économiques et commerciales du Ministère des Affaires étrangères
 - Mme Danaï Koumanakou, Ambassadeur, Chef du Protocole du Ministère des Affaires étrangères
 - Général de corps aérien M. Dimitrios Athanassakos, Directeur du Cabinet militaire de la Présidence de la République
 - Mme Maria Athanassakou
 - M. Dimitrios Papanayiotou, Directeur du Cabinet de Presse de la Présidence de la République
 - Général de division M. Antonios Pavlidis, Directeur du Service de Sécurité du Président de la République
 - M. Dimitrios Platis, Premier Conseiller d'Ambassade, Directeur du Cabinet diplomatique du Vice-Ministre des Affaires étrangères
 - Mme Eleetheria Galathianaki, Premier Conseiller d'Ambassade, Consul Général de Grèce à Bruxelles
 - M. Vasilios Psonis, Premier Conseiller des affaires économiques et commerciales, Directeur de division développement d'entreprise du Ministère des Affaires étrangères
 - Mme Ekaterini-Katia Georgiou, Premier Conseiller d'Ambassade, Cabinet diplomatique de la Présidence de la République
 - Capitaine de Vaisseau M. Georgios Kasmas, Akam, Attaché de Défense à Bruxelles
 - Lieutenant-Colonel M. Dimitrios Reskos, Aide de Camp du Président de la République
 - Mme Ekaterini Varvarigou, Secrétaire d'Ambassade à Bruxelles
 - M. Dimitrios Velissaroulis, Secrétaire d'Ambassade – Cabinet diplomatique de la Présidence de la République
 - Professeur Constantin Kouskoulis, Président de l'Organisme d'Enseignement et de Formation touristique, Ministère du Tourisme
- **01/02/2005 Monsieur Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO**
 - **02/02/2005 Mme Meredith Burgmann, President of the Legislative Council of New South Wales, Australia**
reçu par M. Staf Nimmegeers

- **17/02/2005 Madame Leila Shahid, déléguée officielle palestinienne à Paris**
- **21/02/2005)d S.E.M. Vasile Tarlev, Premier Ministre de la République de Moldavie**
 - M. Andrei Stratan, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
 - M. Mihail Camerzan, Vice-président du Parlement de Moldavie, Président de la Commission parlementaire pour l'intégration européenne
 - M. Emil Druc, Chargé d'affaires de l'Ambassade de Moldavie à Bruxelles
 - Mlle Daniela Cujba, Chef de la Direction Générale des Relations politiques avec l'Union européenne du Ministère des Affaires étrangères, Secrétaire du Conseil de Coopération République de Moldavie – Union européenne
 - Mlle Natalia Solcan, Conseillère de l'Ambassade de Moldavie à Bruxelles
- **22/02/2005)e S.E.M. Victor Yushchenko, Président d'Ukraine**
 - M. Borys Tarasyuk, Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine
 - M. Petro Poroshenko, Secrétaire de la Sécurité nationale et du Conseil de défense
 - M. Oleh Rybachuk Vice-Premier Ministre d'Ukraine
 - M. Volodymyr Khandogiy, Ambassadeur d'Ukraine en Belgique
 - M. Roman Shpek, Ambassadeur, Chef de la Mission d'Ukraine auprès de l'Union européenne
 - Mme Iryna Gerashchenko, Directeur du Service presse du Président d'Ukraine
 - M. Serhii Mishustin, Conseiller auprès de l'Ambassade d'Ukraine en Belgique
 - M. Serhii Tarhonii, Directeur, Département du Protocole du Président d'Ukraine (interprète)
 - M. Viacheslav Baranov, Ambassade d'Ukraine (interprète)
- **23/02/2005)f S.E.M. Blaise Compaore, Président du Burkina Faso**
 - S.E.M. Youssouf Ouedraogo, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères de la Coopération régionale
 - M. Seydou Bouda, Ministre de l'Economie et du Développement
 - M. Benoît Ouattara, Ministre du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat
 - S.E.M. Kadré Désiré Ouedraogo, Ambassadeur du Burkina Faso à Bruxelles
- **02/03/2005)g S.E.M. Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité Palestinienne**

- M. Ahmad Qurei, Premier Ministre
 - M. Nabeel Shaath, Ministre de l'Information
 - M. Salam Fayad, Ministre des Finances
 - M. Yasser Abed Rabboh, Comité Exécutif de l'O.L.P.
 - M. Chawki Armali, Délégué Général à Bruxelles et auprès de l'Union européenne
 - M. Majdi Khalidi, Assistant du Ministre des Affaires étrangères
 - M. Nabeel Abu Rudeineh, Conseiller du Président
- **03/03/2005)h Mme Hikmat Mohamed Sid Ahmed, Commissioner Khartoum Province**
- Mme Thaniya El Rasheed, Judge Supreme Court of Sudan
 - Dr. Mahasin Haj El Safi, Associate Professor – University of Khartoum
 - Mme Ihsan El Ghabshawi, National Congress Party
 - Mme Sara Mekki Hassan Abbu, Sudanese Women Association
 - Mme Marwa Jaknon, National Congress Party-MP
 - Mme Samia Shabo, Manager Group for Trading & Services
 - Mme Zeinab Hassan Mohamed, Manager
- **03/03/2005)i M. Vassily Likhatchev, Président du Groupe de coopération du Conseil de la Fédération de Russie**
- **03/03/2005)j M. Prithviraj Chavan, Ministre d'Etat d'Inde**
- Dr. Amin Baktiar, Ministre des Droits de l'Homme de l'Irak
 - M. Farhan, Ministre d'Etat
 - M. Kana, Mouvement assyrien
 - M. Al-Doreky, Ambassadeur
- **07/03/2005 S.E. Monsieur Mulatu Teshome, Président de la Maison de la Fédération de la République fédérale démocratique d'Ethiopie**
- S.E.M. Berhane Gebre-Christos, Ambassadeur de la République fédérale démocratique d'Ethiopie
 - M. Mesfin Midekssa, Premier secrétaire à l'Ambassade
- **10/03/2005 Visite officielle de Mme Suzanne Mubarak, Première Dame d'Egypte et fondatrice de "Women Defending Peace Movement" et sa délégation**
- **11/03/2005)k Rencontre et déjeuner avec M. Jacques Attali, Conseiller d'Etat de la République française**
- **11/03/2005 .36S.E. Monsieur Mbaye Jacques Diop, Président du Conseil de la**

République du Sénégal pour les Affaires économiques et sociales

- M. Amadou Ady Guèye, Vice-Président du Conseil de la République du Sénégal
 - M. Saliou Cissé, Ambassadeur du Sénégal à Bruxelles
 - Mme Woraye Sarr, Secrétaire élue
 - Mme Aïssatou Ndiongue, Secrétaire élue
 - Mme Dior Diop Diallo, Conseillère de la République
 - M. Abdoulaye Daouda Diallo, Secrétaire général du Conseil de la République
 - M. Mamadou Ndiaye, Conseiller technique
 - M. Abdourahmane Samb, Conseiller à l'Ambassade du Sénégal à Bruxelles
- **11/03/2005** **S.E. Monsieur Felipe Perez Roque, Ministre des Affaires étrangères de la République de Cuba**
- M. Rodrigo Malmierca Diaz, Ambassadeur de Cuba en Belgique
 - Mme Teresita Vicente, Directrice à la Direction d'Europe du Ministère des Affaires étrangères de Cuba
 - Mme Vilma Reyes Valdespino, Conseiller à l'Ambassade de Cuba à Bruxelles
 - M. Emilio Lozada, Cabinet du Ministre des Affaires étrangères
 - M. Angel Milan, interprète
- **13-17/03/2005** **la Visite d'une délégation du Sénat et du Majilis de la République du Kazakhstan conduite par S.E.M. Nurtay Abykayev, Président du Sénat du Kazakhstan**
- M. Nurtay Abykayev – Président du Sénat
 - Mme Rimma Abykayeva
 - S.E. Konstantin Zhigalov – Ambassadeur du Kazakhstan en Belgique
 - M. Yerzhan Utembayev – Directeur de l'Administration du Sénat
 - M. Kuanysh Sultanov – Président de la Commission du Développement Social et Culturel du Sénat
 - M. Bakbergen Dosmanbetov – Président de la Commission de l'Economie, des Finances et du Budget du Sénat
 - M. Iran Amirov – Membre de la Commission des Réformes légales du Sénat
 - M. Orynbay Rakhmanberdiyev – Membre de la Commission des Affaires internationales, la Défense et la Sécurité du Sénat
 - M. Tleukhan Bekbolat – Membre du Majilis (Chambre) du Parlement du Kazakhstan

- **15/03/2005** **S.E. Monsieur Kolawolé Antoine Idji, Président de l'Assemblée nationale de la République du Bénin**
 - Mme Aïchatou Yaya, épouse de M. Idji
 - M. Euloge Hinvi, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Bénin
 - Mme Ramatou Baba-Moussa, Députée
 - M. Bernard Lani Davo, Député
 - M. Boucary Abou Soule Adam, Député
 - M. Valentin Somasse, Député
 - M. Désiré Agossou, Député
 - M. Désiré Auguste Adjahi, Ministre Conseiller auprès de l'Ambassade
 - M. Boniface Chacran, Secrétaire général administratif
 - M. Fiacre Adonon, Chargé du Protocole du Président de l'Assemblée nationale
 - M. Serges Adegnika, Aide de Camp
 - M. Maximilien Gbenou, Chef du Service de la Communication
 - M. Philippe Adeniyi, Attaché de Presse du Président de l'Assemblée nationale

- **15/03/2005** **S.E. Monsieur Vuk Draskovic, Ministre des Affaires étrangères de Serbie et Monténégro**
 - S.E. Madame Milica Pejanovic-Djurisic, Ambassadeur de Serbie et Monténégro auprès du Royaume de Belgique
 - Monsieur Miomir Udovicki, Ambassadeur, Chef du secteur bilatéral au Ministère des Affaires étrangères de Serbie et Monténégro
 - Madame Roksanda Nincic, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères
 - Monsieur Bratislav Djordjevic, Ministre Conseiller à l'Ambassade de Serbie et Monténégro à Bruxelles
 - Madame Lidija Bujanja, Attachée à la Direction pour l'Europe au Ministère des Affaires étrangères de Serbie et Monténégro
 - Madame Violeta Djokic, Journaliste de la Radio Télévision de Serbie
 - Monsieur Nenad Stepanovic, Cameraman de la Radio Télévision de Serbie

- **17/03/2005** **Visite de S.E.M. Zhaoxing Li, Ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine**
 - S.E. Mlle Zhang Qiyue, Ambassadeur de la République populaire de Chine en Belgique
 - M. Zhao Jun, Directeur général du Département des Affaires européennes
 - M. Liu Jin, Conseiller du Département d'Information

- M. Song Yuejin, Premier Secrétaire du Département du Protocole
- M. Li Jun, Directeur suppléant du Département des Affaires européennes
- M. Shen Sha, Troisième Secrétaire du Département des Affaires européennes

- 18/03/2005 S.E. Monsieur Nguyen Van An, Président de l'Assemblée nationale de la République socialiste du Vietnam

- M. Vu Mao, Member of the Standing Committee of the National Assembly, Chairman of the Foreign Affairs Committee, NA Member
- M. Nguyen Duc Kien, Member of the Standing Committee of the National Assembly, Chairman of the Economic and Budget Committee, NA Member
- Mme Phan Thuy Thanh, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the S.R. of Vietnam to the Kingdom of Belgium and Head of Mission to the European Communities
- Mme Ton Nu Thi Ninh, Vice Chairman of the Foreign Affairs Committee, Chairperson of the Vietnam-EP and Vietnam-Belgium Parliamentary Group, NA Member
- M. Dang Ngoc Tung, Vice Chairman of the Vietnamese Federation of Trade Unions, Member of the Social Affairs Committee, NA Member
- M. Vu Tien Loc, President of the Vietnamese Chamber of Commerce and Industry, Member of the Economic and Budget Committee, NA Member
- M. Duong Trung Quoc, Secretary General of Vietnam's Association of Historical Sciences, NA Member
- His Reverence Vu Thanh Lich, Vice Chairman of the Catholic Solidarity Committee of Dac Lac province, NA Member
- Mlle Tran Thi Quoc Khanh, Vice Director of the Department of Justice of Hanoi, Member of the Committee for Legal Affairs, NA Member

- 11/04/2005 S.E. Mme Nino Burjanadze, Présidente du Parlement de Géorgie

- S.E.M. Konstantin Zaldastanishvili, Ambassador of Georgia to the Benelux Countries, Head of Mission to the European Communities
- M. David Bakradze, Head of the Committee of European Integration, Parliament of Georgia
- M. Nikoloz Rurua, Deputy Head of the Defense and Security Committee, Parliament of Georgia

- **26/04/2005** **Visite officielle en Belgique de M. Mehmet Dülger, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Grande Assemblée Nationale de Turquie**
 - M. Y. Hasim Oral, membre de la Commission, député de Denizli du parti CHP
 - M. Aziz Akgül, membre de la Commission, , député de Diyarbakier du parti AKP
 - M. Inal Batu, membre de la Commission, député d'Hatay du parti CHP
 - M. Mehmet Denizolgun, membre de la Commission, député d'Istanbul du parti AKP

- **26/04/2005** **Visite officielle de M. Zahid Hamid, Ministre de la Défense du Pakistan avec une délégation**

- **26/04/2005** **M. Ibrahim Rugova, Président du Kosovo**
 - M. Skender Hyseni, Premier Conseiller politique du Président Rugova
 - M. Muhamet Hamiti, Porte-parole du Président Rugova
 - M. Sali Cacaj, Conseiller
 - M. Qefser Baholli, Responsable de la Sécurité
 - M. Gani Azemi, Représentant à Bruxelles du Président Rugova

- **28/04/2005** **Rencontre avec M. Walid Jumblatt, Président du Parti Socialiste du Liban**

- **09-10/05/05** **Conférence sur la situation des Grands Lacs avec les Présidents des assemblées nationales de la République démocratique du Congo, du Burundi et du Rwanda en compagnie de leurs délégations respectives**

- **11/05/2005** **S.E.M. Hamid Karzaï, Président de la République islamique d'Afghanistan**
 - S.E. Dr. Abdullah Abdullah, Ministre des Affaires étrangères
 - S.E.M. Anwar-Ul Haq Ahadi, Ministre des Finances
 - S.E. Dr. Zalmay Rasul, Conseiller de la Sécurité nationale
 - M. Dadfar Rangin Spanta, Conseiller des Relations internationales
 - M. Kaoon Kakar, Conseiller des Affaires diplomatiques et parlementaires
 - M. Wali Monawar, Chef du Protocole de la Présidence
 - M. Jawed Luddin, Porte-parole du Président

- **19/05/2005** **Déjeuner en l'honneur de Monsieur Boutros Boutros-Ghali, Président de la Commission égyptienne nationale des Droits de l'Homme et ancien Secrétaire général des Nations Unies**

- **23/05/2005** **Visite de travail de S.E. Monsieur Artur Baghdasaryan, Président de l'Assemblée Nationale de la République d'Arménie**

- M. Mher Shahguéldyan – Président de la Commission de la défense, des affaires intérieures et de la sécurité, Groupe “Etat de droit”,
 - M. Vostanik Marukhyan – Député, Groupe FRA (“Fédération Révolutionnaire Arménienne”)
 - M. Vahé Hakopyan – Député, Groupe “Parti Républicain d'Arménie”
 - M. Aram Sargsyan – Député, Groupe «Justice» (Parti démocratique d'Arménie)
 - M. Viguen Tchitetchian – Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Arménie en Belgique
- **06/06/2005** **Visite de travail de S.E. Monsieur Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée Equatoriale**
- S.E.M. Alejandro Evuna Asangono, Minister for Missions of the Presidency
 - S.E.M. José Esono Micha, Junior Minister of Foreign Affairs, International Cooperation and Francofony
 - S.E.M. Jaime Ela Ndong, Minister of Economy, Commerce and Promotion of Enterprises
 - S.E.M. Carmelo Modu Acuse Bindang, Minister of Planning and Public Spending
 - S.E.M. Marcelino Owono Edu, Minister of the Treasury and Budget
 - S.E.M. Miguel Oyono Ndong Mifumu, Advisor of the Presidency
 - S.E.M. Victorina Nka Obiang Maye, Ambassador of the Republic of Equatorial Guinea in the Kingdom of Belgium
- **07/06/2005** **Visite de M. Mag Georg Pehm, Président du Bundesrat de la République d’Autriche**
- M. Jürgen Weiss, Vice-Président du Bundesrat de la République d’Autriche
 - M. Joseph Wirnsperger, Chef du département des relations internationales du Bundesrat de la République d’Autriche
 - S.E.M. Franz Cede, Ambassadeur de la République d’Autriche
 - Madame Melitta Schubert, Ministre plénipotentiaire de l’Ambassade de la République d’Autriche
- **07/06/2005** **S.E. Monsieur Vladimir Voronin, Président de la République de Moldavie**
- Mme Taisia Voronina, Epouse du Président de la République de Moldavie

- S.E. Monsieur Andrei Stratan, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne
- Monsieur Sergiu Stati, Président de la Commission parlementaire pour la Politique étrangère
- S.E. Monsieur Victor Gaiuc, Ambassadeur agréé de la République de Moldavie auprès du Royaume de Belgique
- S.E. Monsieur Eugen Carpov, Ambassadeur, Chef de la Mission de la République de Moldavie auprès de l'UE
- Monsieur Marc Tcaciuc, Conseiller du Président
- Monsieur Mihai Barbulat, Chef du Protocole du Président
- Mademoiselle Daniela Cujba, Directeur de la Direction générale d'Intégration européenne du Ministère des Affaires étrangères
- Monsieur Andrei Galbur, Directeur de la Direction générale de la Sécurité internationale du Ministère des Affaires étrangères
- Madame Natalia Vesanu, Porte-parole du Président
- Mademoiselle Natalia Solcan, Conseiller de la Mission de la République de Moldavie auprès de l'UE

- 14/06/2005

M. XIE Zhenhua, Ministre de l'Administration d'Etat pour la Protection de l'Environnement (SEPA) de la République populaire de Chine

- M. XU Qinghua, Directeur général de la Coopération internationale (SEPA)
- M. YANG Chaofeng, Directeur général de la Politique, des Lois et Règlements (SEPA)
- M. SHI Hanmin, Directeur général du Bureau de la Protection de l'Environnement de Beijing
- M. DI Guowei, Directeur général du Bureau de la Protection de l'Environnement de la Région autonome des Hui de Ningxia
- M. ZHUANG Guowei, Directeur général adjoint de la Coopération Economique étrangère (SEPA)
- M. ZHANG Lei, Directeur de Service au Département de la Coopération internationale (SEPA)
- M. WANG Shancheng, Secrétaire du Ministre XIE
- M. FU Huaqiang, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Chine à Bruxelles

- 07/07/2005

S.E.M. El Hadj Abass Bonfoh, Président de l'Assemblée nationale de la République togolaise

- Mme Baloukina-Eza Nimon Batchassi, Député, Présidente de la Commission du Développement socio-culturel
- M. Koffi Gbetogbe, Député, Vice-Président de la Commission

des Relations extérieures et de la Coopération

- M. Mawuto Dzidzoli, Député, Vice-Président du Groupe parlementaire RPT
- Commandant Tchédre Daro, Aide de Camp du Président de l'Assemblée nationale
- S.E.M. Félix Kodjo Sagbo, Ambassadeur de la République togolaise à Bruxelles
- M. Sébadé Toba, Premier Conseiller à l'Ambassade

- **07/07/2005** **M. Adrien Houngbedji, Membre de l'Assemblée nationale de la République du Bénin**

Mme Micheline Dantinne-Charlier, Consul honoraire de la République du Bénin à Liège

- **19/07/2005** **M. Baktykozha Izmukhambetov, Premier Vice-Ministre de l'Energie et des Ressources naturelles de la République du Kazakhstan**

- M. Yuryi Lavrinenko, Premier Vice-Ministre du Transport et des Communications
- M. Dulat KUSDAVLETOV, Vice Ministre de la Justice
- M. Merei Vaisov, Vice-Procureur général
- M. Satybaldy Bourshakov, Premier Secrétaire de l'Ambassade de la République du Kazakhstan

4) Les ambassadeurs étrangers suivants ont été reçus par la Présidente du Sénat:

- 27/08/2004 S.E.M. Jean-Pierre Mutamba Tshampanga
Ambassadeur de la République Démocratique du Congo
- 07/09/2004 S.E.M. Vigen Tchitetchian
Ambassadeur de la République d'Arménie
- 24/08/2004 S.E.M. Ali Yousif Ahmed
Ambassadeur de la République du Soudan
- 28/09/2004 S.E.M. Ali Yousif Ahmed
Ambassadeur de la République du Soudan
et de S.E.M. Ghautbi Al Mahdi
Conseiller politique du Président de la République du Soudan
- 28/09/2004 S.E.M. Halim Bentallah
Ambassadeur de la république algérienne populaire et démocratique
- 28/09/2004 S.E.M. Euloge Hinvu
Ambassadeur de la République du Bénin
- 07/10/2004 S.E.M. Vadim Loukov
Ambassadeur de la Fédération de Russie
- 08/10/2004 S.E.M. Volodymyr Khandogiy
Ambassadeur d'Ukraine
- 19/10/2004 S.E.M. Milica Pejanovic-Djurisic
Ambassadeur de la Serbie-Monténégro
- 19/10/2004 S.E.M. Rodrigo Malmierca Diaz
Ambassadeur de la République de Cuba
- 16/11/2004 S.E.M. Marie Gosset
Ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire
- 21/12/2004 S.E.M. Guan Chengyuan
Ambassadeur de la République populaire de Chine
- 19/05/2005 S.E.M. Abdulazeez Al-Sharikh
Ambassadeur du Koweït
- 11/07/2005 S.E.M. Mohammed Al-Doreky, Ambassadeur de la République
d'Irak

4) Les délégations parlementaires suivantes ont été reçues par le Sénat en cette période:

- **08/03/2005)b Visite de travail d'une délégation de parlementaires libanais composée de:**
 - M. Neemtallah Abi Nasr, Député et Président de l'Union chrétienne démocrate libanaise
 - M. Ahmad Fatfat, Député
 - M. Gantous Gemayel, Ex-conseiller du Premier Ministre et membre du Comité exécutif de l'UCDL
 - M. Elias Assouad, membre du Comité exécutif de l'UCDL
 - M. Maroun Karam, membre de l'UCDL
 - Mme Carole Akl, membre du Comité exécutif de l'UCDL

5) Divers

1. Projets éducatifs

- **16/10/2004** Place aux Enfants

2. Autres activités

- **07/10/2004** Conférence de presse à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire
- **14/10/2004** Réception offerte aux athlètes et para-athlètes/délégation belge aux Jeux olympiques d'Athènes
- **18/10/2004** Visite de travail de S.A.R. le Prince Laurent à l'occasion de la Conférence organisées par les Commissions Globalisation de la Chambre et du Sénat
- **22/10/2004** Colloque + déjeuner à l'occasion du bicentenaire du Code Civil
- **25-26/10/2004** Colloque "La régulation du droit dans la sphère de la lutte contre le terrorisme international et l'harmonisation des législations nationales", en coopération avec le Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie
- **27/10/2004** Déjeuner en l'honneur de M. Sashi Tharoor, Secrétaire général adjoint des Nations Unies
- **15/11/2004** Déjeuner de travail "Médias"
- **17/11/2004** Déjeuner en l'honneur de S.E.M. Konstantin Zhigalov, Ambassadeur de la République du Kazakhstan

- **18/11/2004** Déjeuner-rencontre avec la magistrature “Computercrime & Child Porno On Internet”
- **25/11/2004** Réception et walking lunch à l’occasion de la session à Bruxelles de la Conférence parlementaire de l’OMC
- **01/12/2004** Déjeuner en l’honneur de M. Nabil Shaath, Ministre des Affaires étrangères de l’Autorité palestinienne
- **02/12/2004** Vernissage de l’exposition “Burundi, aux confins de l’espoir et du désespoir”, suivi d’une réception dans le péristyle
- **03/12/2004** Colloque “Séminaire sur la protection du potentiel économique et scientifique en Belgique”, suivi d’un déjeuner
- **06/12/2004** Déjeuner-rencontre avec les gouverneurs de province, en présence de la Princesse Astrid, dans le cadre de la lutte contre l’extrême pauvreté
- **07/12/2004** Déjeuner de travail “Espace”, en présence de M. Frank Dewinne
- **07/12/2004** Dîner en l’honneur de M. Louis Michel, Commissaire européen au Développement et à l’Aide humanitaire
- **08/12/2004** Déjeuner de travail en présence de S.E.M. Mustapha Salahdine, Ambassadeur du Royaume du Maroc
- **08/12/2004** Dîner en l’honneur de S.E.M. Kassyzhomart Tokaev, Ministre des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan
- **23/12/2004** Séance extraordinaire, suivie d’un déjeuner en l’honneur de M. Lakhdar Brahimi, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies
- **13/01/2005** Déjeuner-rencontre consacré aux mutualités et au milieu hospitalier
- **18/01/2005** Séance académique à l’occasion de la “Présentation officielle des documents diplomatiques belges 1941-1960” – Tomes 7 et 8
- **02/02/2005** Conférence consacrée au rôle des banques ADN dans la lutte contre les crimes sexuels
- **17/02/2005** Déjeuner-rencontre sur le thème “Banques et assurances”
- **01/03/2005** Colloque “Les objectifs du Millénaire pour le Développement”
- **11/04/2005** Journée de travail sur les enlèvements internationaux d’enfants
- **12/04/2005** Débat “Dopage dans le sport”

- **14/04/2005** Déjeuner en l'honneur de M. Guy Quaden, Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique
- **26/04/2005** Colloque "Vers un statut définitif pour le Kosovo"
- **08/05/2005** Déjeuner Dejeuner dans le cadre de la journée nationale de commémoration du jour de la victoire
- **08/05/2005** Déjeuner avec les membres du groupe de travail de la "La citoyenneté par l'Education"
- **09/05/2005** Conférence sur la situation des Grands Lacs
Pour la République démocratique du Congo:
S.E. Monseigneur Marini Bodho, Président du Sénat
S.E. Monsieur Matadi Nenga Gamanda, Président de l'Assemblée nationale

Pour le Rwanda:
S.E. Monsieur Vincent Biruta, Président du Sénat
S.E. Monsieur Alfred Mukezamfura, Président de la Chambre

Pour le Burundi:
S.E. Monsieur Libère Bararunyeretse, Président du Sénat
Hon. Monsieur Charles Ndabirabe, Président de la Chambre
- **17/05/2005** Rencontre avec les membres de la WAAF-Board
 - M. Anatolij S. Kulikov, Deputy Speaker of the State Douma of the Russian Federation
 - Prof. Jürgen Meyer, Deputy Chairman of the Waaf-Board, Germany
 - M. Andrej Vilks, Ministre de la Justice de la République de Lettonie
 - M. Binyamin Ben-Eliezer, Membre de la Knesset
 - M. Kirill Toropov
- **17/05/2005** Journée d'étude sur "Le rôle des organisations internationales de la lutte conla lutte contre le terrorisme" et déjeuner
- **30/05/2005** "Les 10 ans du rapport général sur la Pauvreté" en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin
- **03/06/2005** Journée d'étude "Vers une e-société" - avec déjeuner (217 participants)
- **14/06/2005** Commémoration du 100e anniversaire du Conseil national des Femmes de Belgique
- **14/06/2005** Dîner en l'honneur des chefs de l'APEM
- **16/06/2005** Déjeuner à l'issue du débat sur la réforme de l'ONU

- **17/06/2005** Conférence de presse préparatoire en vue de l'organisation de "Path for Democracy" au second semestre 2005
- **20/06/2005** Déjeuner à l'occasion du spectacle "Sois belge et tais-toi"
- **25/06/2005** Déjeuner en l'honneur, et en présence, de Madame Florence Aubenas, suivi d'une conférence de presse
- **30/06/2005** Petit déjeuner avec des journalistes sur le Congo
- **07/07/2005** Déjeuner en présence de Monsieur Guy Verhofstadt, Premier Ministre
- **07/07/2005** Réception en l'honneur des athlètes des Special Olympics
- **12/07/2005** Vernissage exposition "Objectifs du Millénaire pour le Développement"
- **13/07/2005** Remise du prix "Femmes d'Europe" à la lauréate belge 2005, Madame Françoise Meunier
- **15/07/2005** Déjeuner à l'occasion de la fin de l'année parlementaire, en présence de S.A.R. le Prince Laurent

5. Divers (suite)

a. Au nom du Sénat, des sénateurs ont participé aux conférences, séminaires, colloques et voyages ministériels suivants :

- du 20 au 25.09.2004 : Assemblée générale des Nations Unies à New York (Mme Defraigne et M. L. Vandenberghe)
- les 17 et 18.10.2004: Conférence des femmes parlementaires sur la protection de l'enfance à Rome (Mme de T'Serclaes)
- les 17 et 19.11.2004 AARP Global Aging Program à Londres (Mme Van de Castele et Mme Geerts)
- du 26 au 28.11.2004 : Conférence sur les armes chimiques à La Haye (M. Vankrunkelsven)
- les 11 et 12.12.2004 : Séminaire du Conseil de l'Europe sur le rôle de l'opposition dans les parlements démocratiques, à Stockholm (M. Delpérée et M. Wille)
- le 26.05.2005 : Conférence Eureka à La Haye (M. L. Van den Brande)

b. Des sénateurs ont été envoyés en qualité d'observateurs aux élections :

- le 19.09.2004 : au Kazakhstan (M. Coveliers)
- le 02.11.2004 : aux Etats-Unis (M. Coveliers)
- le 03.07.2005 : en Albanie (Mme Laloy)
- le 10.07.2005 : au Kirghizistan (M. Van Peel)

* *

0

1

2

VII. Activités ouvertes aux Citoyens

1. Semaine européenne

Que pense le citoyen de l'Europe ?

Avec l'organisation de la semaine européenne du 6 au 10 décembre 2004, le Sénat a rompu avec son style traditionnel. Plus de 1.500 personnes sont venues dire ce qu'elles pensaient de l'Europe au cours de 13 débats en direct avec des « grandes pointures » de la politique. Les débats dans l'hémicycle ont fait le plein, parfois même au-delà, et les « ateliers », qui se sont déroulés dans les salles de commission, ont été le théâtre eux aussi de discussions enthousiastes. Cette initiative de la semaine européenne a pu compter sur l'appui de divers journaux au travers d'actions auprès des lecteurs et elle a été annoncée dans des spots à la radio.

Le but de cette semaine européenne était d'informer le citoyen au sujet des défis actuels de l'Union européenne, ainsi que sur l'Europe en général, la Constitution européenne, l'élargissement, etc.

Le n° 11, abondamment illustré, de la revue du Sénat a été entièrement consacré aux débats de la semaine européenne. Une rubrique web spéciale du site internet du Sénat permet de visionner les vidéos complètes des débats dans l'hémicycle ainsi qu'un résumé de l'ensemble des débats.

2. Être citoyen en 2005

Débats publics du 8 au 10 mai 2005 et débat public du 9 novembre 2005

Par l'organisation de débats publics sur la façon de vivre la citoyenneté aujourd'hui, le Sénat a voulu contribuer à sa manière à la célébration du 175e anniversaire de la Belgique. Le sujet é été abordé sous quatre angles différents : la formation à la citoyenneté, l'inclusion sociale, le fédéralisme et le rôle des médias.

1. La formation à la citoyenneté

Le 8 mai 2005, à l'occasion du 60e anniversaire de la Libération, quelque 300 anciens combattants, prisonniers de guerre et rescapés des camps de concentration ont été accueillis Place de la Nation, en même temps que S.M. le Roi Albert II et plus de 300 jeunes.

Sous la présidence d'Anne-Marie LIZIN, présidente du Sénat, et des sénateurs Jeannine LEDUC (VLD) et Christian BROTCORNE (CDH), on s'est interrogé sur la question de savoir comment, par l'enseignement et l'éducation, il est possible de faire des jeunes des citoyens responsables, désireux de s'insérer dans la collectivité et d'apporter leur contribution à celle-ci.

Le débat s'est engagé au départ de témoignages sur les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et du déficit des structures démocratiques qui a été à la base de ce conflit.

Le débat sur la formation et l'éducation à la citoyenneté n'est toutefois pas terminé : il sera poursuivi le 9 novembre 2005.

2. L'inclusion sociale

Le 9 mai 2005, le débat public sur l'inclusion sociale a été conduit par les sénatrices Christine DEFRAIGNE (MR) et Mia DE SCHAMPHELAERE (CD&V). Le but de ce débat était, au travers d'un dialogue et d'une concertation avec des experts et avec la société civile, de dégager des recommandations politiques au départ d'interrogations concrètes :

- Les citoyens riches et les citoyens pauvres sont-ils dans les mêmes sentiments face à la citoyenneté ?
- Qui se sent exclu et pourquoi ? Y a-t-il un rapport avec l'origine culturelle ou l'appartenance linguistique ?
- L'exclusion sociale fait obstacle à la démocratie.
- L'accès au logement, à l'enseignement, à la société de la connaissance, au travail et aux prestations sociales est, à l'inverse, essentiel pour la démocratie.

3. Le fédéralisme

Le débat public du 9 mai 2005 était placé sous le signe du fédéralisme. Il a été conduit par la sénatrice Christine DEFRAIGNE (MR) et le sénateur Luc VAN DEN BRANDE (CD&V) et a porté principalement sur la manière de rapprocher l'Europe du citoyen au travers du principe de subsidiarité et sur la façon de mettre cette règle en pratique en Belgique.

4. Les médias

Le débat public du 10 mai 2005 a eu pour thème le rôle des médias par rapport à la citoyenneté. Philippe MAHOUX (PS) et Staf NIMMEGEERS (sp.a-Spirit) l'ont animé selon quatre angles d'approche déjà préparés lors de sessions de travail antérieures : le pluralisme dans les médias, les médias et la liberté d'expression, la multiculturalité dans les médias et la formation aux médias.

Les citoyens ont eu la faculté de s'inscrire par le biais d'un site web, sur lequel il est possible à présent de consulter rétrospectivement les vidéos, les photos, les actes et les comptes rendus des débats.

Une publication attrayante sur les journées de la citoyenneté a été envoyée à différents groupes cibles et elle sera encartée dans la prochaine livraison (n° 12) de la revue du Sénat.

Le mercredi 9 novembre, le débat sur la citoyenneté fera l'objet d'un prolongement auquel les citoyens peuvent participer. Il est possible de s'inscrire via l'adresse info@senate.be ou au numéro gratuit 0800/15.000.

VII. Communication

1. Relations avec les médias

1. *Flashes info*

Chaque jour, le service Communication transmet à des catégories spécifiques de journalistes des flashes info électroniques ciblés comportant **un commentaire succinct mais précis** de la séance plénière, des réunions de commission, des rencontres, des colloques, etc., qui ont lieu au Sénat. Entre le 21 juillet 2004 et le 21 juillet 2005, plus de **120 courriers électroniques**, rédigés chaque fois dans deux langues au moins, ont été transmis.

Pour recevoir les flashes info :

Monique Schaeck: tél. 02/501.78.49 – ms@senate.be

Outre cette approche proactive, le service Communication a répondu à de nombreuses questions de journalistes.

Informations :

Patrick Peremans – 02/501.73.37 ou 0477/79.79.01 – pp@senate.be

Thibaut Cardon – 02/501.74.24 ou 0473/47.48.58 – tcdl@senate.be

Peter Vercammen – 02/501.78.52 ou 0473/47.49.07 – pv@senate.be

2. *Rencontres avec la presse*

L'année dernière, la présidente du Sénat et les présidents de commission ont organisé une quarantaine de conférences de presse et de déjeuners de presse.

3. *Système caméra*

Le service Communication met gratuitement à disposition des enregistrements audiovisuels professionnels des séances plénières, des colloques qui ont lieu dans l'hémicycle et de certaines réunions de commission.

Commandes :

Guy Goossens – 02/501.79.16 ou 0473/47.40.11 – ggo@senate.be

4. *Système photo*

Les **photos digitales professionnelles** réalisées par le photographe du Sénat sont également mises à la disposition de la presse écrite.

Commandes :

Guy Goossens – 02/501.79.16 ou 0473/47.40.11 – ggo@senate.be

2. Relations publiques

1. *Courriers électroniques grand public*

L'année dernière, le service Communication a répondu à quelque **350 courriers électroniques et appels téléphoniques de citoyens**.

2. Site Internet

Les pages « dynamiques » du site Internet www.senate.be sont générées automatiquement par l'introduction de nouvelles données concernant principalement les dossiers législatifs et le calendrier des activités.

Le service Communication travaille à actualiser les pages « statiques » du site Internet et à les rendre plus conviviales et plus attrayantes.

En voici quelques exemples :

- les moments forts des activités du Sénat apparaissent sur la page d'accueil sous la forme de « **bannières** ». Ces bannières sont illustrées de photos.
- la rubrique « Actualités » regroupe l'ensemble des **flashs info** transmis à la presse et la rubrique « Vidéos-photos » contient l'ensemble des **reportages photos**.
- Le site Internet a été doté d'une nouvelle rubrique intitulée « **International** », qui fournit des explications, entre autres, sur les assemblées internationales dont les sénateurs font partie.
- Dans le cadre des trois journées organisées sur le thème de la citoyenneté (+ le 60ème anniversaire de la Libération), un site Internet interactif a été développé.
- Pour la « *Semaine européenne* », une rubrique spéciale a également été créée sur le site Internet.

3. Publications

La **revue** du Sénat paraît semestriellement. Quelque **34.000 exemplaires** de celle-ci sont distribués **gratuitement** aux écoles, aux bibliothèques, aux acteurs de la société civile et aux citoyens intéressés. Le rapport annuel de la session 2004-2005 paraîtra fin octobre.

Un dépliant concernant la *Semaine européenne* et les *Journées de la citoyenneté* a également été diffusé.

L'album photo, le dépliant (actualisé) et le film (en cours d'actualisation) sur le Parlement fédéral sont toujours disponibles. Un cédérom pour les jeunes est également prévu.

Commandes :

Monique Schaeck – tél. 02/501.78.49 – ms@senate.be

4. Visites

Plus de 30.000 personnes ont visité la Chambre et le Sénat dans le cadre d'une visite de groupe, d'une journée portes ouvertes ou à l'occasion d'un débat auquel elles ont assisté.

Réservations :

Léon Tombal – 02/501.73.55 ou 02/501.73.69 – lt@senate.be

Le 21 juillet, une journée portes ouvertes a eu lieu au Parlement fédéral à l'occasion de la Fête nationale.

5. Événements

L'année dernière, le Sénat a participé à l'organisation d'un certain nombre d'événements pour les jeunes : « Place aux Enfants », l'action Unicef « *What do you think?* », la « *Kinderrechtcoalitie* », le « *Scholierenparlement* », « La Marche des Enfants ».

En septembre 2005, les clichés récompensés dans le cadre du concours de photographies 175-25 seront publiés dans un album.

Événements prévus :

- 26 octobre 2005 : remise du prix Odissea ;
- 9 novembre 2005 : « La citoyenneté par l'éducation » (dans le prolongement des Journées de la citoyenneté) ;
- 15 novembre 2005 : la Fête du Roi ;
- 6, 7 et 8 février 2006 : reconstitution au Sénat de la séance de la « Constituante » (pour les élèves de dernière année de l'enseignement fondamental) ;
- mars 2006 : visites guidées artistiques consacrées au patrimoine artistique du Palais de la Nation (conjointement avec la Chambre des représentants) ;
- 2006 : publication d'un ouvrage d'art.